

Journal officiel

de l'Union européenne

ISSN 1725-2431

C 59

46^e année

14 mars 2003

Édition de langue française

Communications et informations

<u>Numéro d'information</u>	Sommaire	Page
	I <i>Communications</i>	
	Commission	
2003/C 59/01	Taux de change de l'euro	1
2003/C 59/02	Aides d'État — Danemark — Aide C 2/03 (ex NN 22/02) — Financement public du radiodiffuseur public danois TV2 au moyen de la redevance et d'autres mesures — Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE ⁽¹⁾	2
2003/C 59/03	Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État en faveur des petites et moyennes entreprises ⁽¹⁾	14
2003/C 59/04	Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE — Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection ⁽¹⁾	23
2003/C 59/05	Avis du comité consultatif en matière de concentrations donné à sa quatre-vingt unième réunion du 4 juillet 2000 concernant un avant-projet de décision relatif à l'affaire COMP/M.1882 — Pirelli/BICC ⁽¹⁾	25

FR

1

⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

I

(Communications)

COMMISSION

Taux de change de l'euro ⁽¹⁾

13 mars 2003

(2003/C 59/01)

1 euro =

Monnaie	Taux de change	Monnaie	Taux de change		
USD	dollar des États-Unis	1,0864	LVL	lats letton	0,6278
JPY	yen japonais	128,6	MTL	lire maltaise	0,4229
DKK	couronne danoise	7,4267	PLN	zloty polonais	4,374
GBP	livre sterling	0,6771	ROL	leu roumain	35635
SEK	couronne suédoise	9,2735	SIT	tolar slovène	231,9425
CHF	franc suisse	1,4689	SKK	couronne slovaque	41,815
ISK	couronne islandaise	84,14	TRL	lire turque	1775000
NOK	couronne norvégienne	7,8195	AUD	dollar australien	1,8346
BGN	lev bulgare	1,9503	CAD	dollar canadien	1,6117
CYP	livre chypriote	0,58295	HKD	dollar de Hong Kong	8,4728
CZK	couronne tchèque	31,585	NZD	dollar néo-zélandais	1,9884
EEK	couronne estonienne	15,6466	SGD	dollar de Singapour	1,902
HUF	forint hongrois	244,95	KRW	won sud-coréen	1347,14
LTL	litas lituanien	3,4526	ZAR	rand sud-africain	8,8124

(1) Source: taux de change de référence publié par la Banque centrale européenne.

AIDES D'ÉTAT — DANEMARK**Aide C 2/03 (ex NN 22/02) — Financement public du radiodiffuseur public danois TV2 au moyen de la redevance et d'autres mesures****Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE**

(2003/C 59/02)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Par la lettre du 21 janvier 2003 reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié au Danemark sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE concernant les mesures susmentionnées.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur les mesures à l'égard desquelles la Commission ouvre la procédure dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Direction des aides d'État II
B-1049 Bruxelles
[télécopieur (32-2) 296 95 80].

Ces observations seront communiquées au Danemark. L'identité des parties intéressées ayant présenté des observations peut rester confidentielle sur demande écrite et motivée.

RÉSUMÉ

Le 5 avril 2000, la Commission a reçu une plainte alléguant que le régime de financement appliqué pendant la période 1995-2002 en faveur du radiodiffuseur public danois TV2 devait être considéré comme une aide d'État incompatible avec le traité.

La loi danoise sur la radio et la télévision régit le secteur de la radiodiffusion au Danemark. En application de cette loi, TV2 est tenue de fournir, en tant que service public, une large sélection de programmes et de services à l'ensemble de la population danoise.

L'État danois accorde des compensations à TV2 en contrepartie des obligations liées à la plate-forme de programmes de service public. TV2 bénéficie de plusieurs avantages financiers conférés par l'État, dont sont privées les chaînes de télévision commerciale: a) ressources tirées de la redevance; b) transfert de ressources en provenance du fonds de TV2 et du fonds de la radio; c) exonération de l'impôt sur les bénéfices des sociétés; d) prêts à la création sans intérêt et exonérés de versements par tranche; e) garantie publique sur des crédits de fonctionnement; f) fréquence de transmission gratuite avec couverture nationale, et g) statut de «must-carry» (obligations de reprise sur les chaînes câblées des chaînes numériques hertziennes gratuites).

Au stade actuel de la procédure, la Commission est parvenue à la conclusion que les mesures confèrent à TV2 des avantages économiques et financiers qui la libèrent de charges financées normalement sur son budget. Ces mesures favorisent TV2 par rapport à ses concurrents qui ne reçoivent pas les mêmes fonds, ce qui entraîne des distorsions de concurrence. L'ensemble des mesures, à l'exception du statut de «must-carry» sont accordées au moyen de ressources d'État. En outre, ces mesures affectent les échanges entre les États membres, étant donné qu'elles placent TV2 dans une situation plus favorable

par rapport à d'autres entreprises, qui se font concurrence au niveau du commerce intracommunautaire.

D'après la jurisprudence récente de la Cour de justice des Communautés européennes (affaire C-53/2000, Ferring), le fait de savoir si le financement accordé en compensation des obligations de service public doit être considéré comme une aide dépend de la question de savoir si le financement dépasse le coût net supplémentaire de l'obligation de service public. En conséquence, conformément aux principes de la communication de la Commission concernant l'application aux services publics de radiodiffusion des règles relatives aux aides d'État (JO C 320 du 15.11.2001), la Commission a apprécié si la compensation attribuée par les pouvoirs publics a dépassé ou non les coûts nets des obligations de service public de TV2. La Commission en a conclu que la définition de service public de TV2, assez qualitative et définie dans un sens très large, était légitime et que l'obligation de service public avait été à juste titre confiée à TV2 par acte législatif. Toutefois, à ce stade de la procédure, la Commission est parvenue à la conclusion que les autorités danoises avaient compensé au-delà de ce qui était strictement nécessaire les coûts nets de service public incombant à TV2, risquant ainsi d'entraîner un subventionnement croisé des activités commerciales de TV2 et de fausser la concurrence. En effet, certaines activités commerciales, comme Internet et les ventes de programmes, sont en moyenne déficitaires. En outre, si le prix moyen de la publicité de TV2 a été inférieur aux coûts de l'activité prise séparément d'un opérateur commercial, les activités en matière publicitaire risquent d'avoir bénéficié de subventions croisées (point 58 de la communication). La Commission doute, étant donné la politique de remise de TV2 et les informations fournies par le plaignant, que les prix de la publicité pratiqués par TV2 soient suffisamment élevés pour permettre à un opérateur commercial efficace de couvrir les coûts de son activité prise isolément.

En conséquence, au stade actuel de la procédure, la Commission est parvenue à la conclusion que les autorités danoises ont éventuellement accordé des aides d'État au sens de l'article 87, paragraphe 1, du traité CE. Les dérogations prévues à l'article 87, paragraphes 2 et 3, du traité CE ne sont pas applicables. De même, la dérogation prévue à l'article 86, paragraphe 2, du traité CE ne s'applique pas en cas de compensation des coûts nets au service public supérieurs à ce qui est strictement nécessaire. Eu égard à ses doutes sur la compatibilité de l'aide avec le traité CE, la Commission a décidé d'ouvrir la procédure d'enquête formelle prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE.

Conformément à l'article 14 du règlement (CE) n° 659/1999, toute aide illégale peut faire l'objet d'une récupération auprès de son bénéficiaire.

TEXTE DE LA LETTRE

«Kommissionen skal herved meddele Danmark, at den efter gennemgang af de oplysninger, de danske myndigheder har fremsendt angående de ovennævnte foranstaltninger, har besluttet at indlede proceduren i EF-traktatens artikel 88, stk. 2.

1. SAGSFORLØB

1. Ved brev af 5. april 2000, der blev registreret den 7. april 2000, indgav det kommercielle danske tv-selskab TvDanmark en klage til Europa-Kommissionen. Et møde med klageren fandt sted den 3. maj 2000. Ved brev af 28. februar 2001 fremsendte klageren yderligere oplysninger og anmodede Kommissionen om at påbyde, at foranstaltningen blev indstillet⁽¹⁾. I brevet anmodede TvDanmark desuden under henvisning til EF-traktatens artikel 232 Kommissionen om at indlede formel undersøgelsesprocedure i sagen. Klageren fremsendte flere supplerende oplysninger ved brev af 3. maj 2001 og 11. december 2001.
2. Kommissionens tjenestegrene fremsendte ved brev af 5. juni 2002 en begæring om oplysninger til de danske myndigheder, som besvarede den ved brev af 10. juli 2002, registreret den 16. juli 2002. Den 25. oktober og den 19. november 2002 blev der afholdt et møde med de danske myndigheder. Yderligere oplysninger blev fremsendt den 19. november 2002 og ved brev af 3. december 2002, som blev registreret den 5. december 2002.
3. Denne procedure omhandler kun klagen og ikke den danske regerings planer om en privatisering af TV2.

2. NÆRMERE BESKRIVELSE AF FORANSTALTNINGEN

Klagen

4. Klageren — TvDanmark — er en kommerciel tv-station ejet af SBS Broadcasting SA. TvDanmark har to tv-kanaler.

⁽¹⁾ I overensstemmelse med artikel 11, stk. 1, i forordning nr. 659/1999.

Den første kanal, TvDanmark1, som sender på en britisk sendetilladelse, er en satellitkanal, der fordeles i det danske kabelnet. I 1997 fik TvDanmark networking-tilladelse til at sende en anden kanal, TvDanmark2, i et netværkssamarbejde med ti lokale kommercielle tv-stationer. Klageren hævder, at finansieringen af det offentlige tv-selskab TV2/Danmark (herefter benævnt TV2) er at betragte som ulovlig statsstøtte af følgende grunde: TV2's public service-funktioner er ikke klart definerede og kan ikke betragtes som en tjeneste af almindelig økonomisk interesse — der er blot tale om betingelser for at opnå sendetilladelse svarende til dem, der gælder for andre tv-selskaber. Støtten overstiger TV2's public service-omkostninger og fordrejer konkurrencen på reklame- og tv-markedet, således som det fremgår af TV2's illoyale markedspraksis. Støtten påvirker handelen mellem medlemsstater på tv-markedet, reklamemarkedet og programmarkedet.

5. Klagen er for det andet rettet mod en såkaldt netværksafgift, som klagerens anden netværkskanal, TvDanmark2, er pålagt. Ifølge klageren fordrejer denne afgift konkurrencen mellem tv-stationer på det danske marked. TvDanmark2 skal betale afgiften, men det skal selskabets største konkurrenter, det kommercielle tv-selskab TV3 og det offentlige tv-selskab TV2, ikke. Samtidig er TvDanmark2 også underlagt public service-forpligtelser. TvDanmark2 skal hver dag afsætte en time af sendetiden til lokale programmer og tre timer til lokalt græsrodsfjernsyn, samtidig med at selskabet også skal sikre, at størsteparten af de resterende programmer er danske eller produceret for et dansk publikum. TvDanmark2 modtager ingen kompensation for disse forpligtelser, men er underlagt netværksafgiften.
6. Da klagerens oplysninger om den påståede konkurrencefordrejning dækker perioden fra 1995 og frem, omfatter denne undersøgelsesprocedure årene 1995-2002.

Det danske tv-marked

7. På det danske marked findes der både offentlige og kommercielle tv-selskaber, der konkurrerer med hinanden. De to offentlige tv-selskaber er Danmarks Radio (herefter benævnt DR) og TV2. DR er en offentlig institution, der sender både radio og tv, og finansieres udelukkende af licensafgifter. DR sender den jordbaserede tv-kanal DR1 og satellit-tv-kanalen DR2.
8. TV2 blev oprettet som en uafhængig, selvejende institution uden grundkapital og finansieret med statslån i henhold til lov af 1. oktober 1988. TV2 har kun tv-kanaler. TV2 finansieres af såvel licensafgifter som reklameindtægter og sender den jordbaserede kanal TV2 og satellitkanalen TV2 Zulu. Til TV2 er der desuden knyttet otte regionale tv-stationer, der sender deres programmer i en time om dagen på TV2's landsdækkende kanal.

9. TV2 er medlem af European Broadcasting Union, hvorigennem selskabet kan udveksle tv-programmer og deltage i et system med fælles erhvervelse og deling af tv-rettigheeder (Eurovision-rettigheeder) ⁽²⁾.
10. Indtil slutningen af 1996 var to andre organisationer knyttet til TV2, nemlig TV2-Fonden og TV2 Reklame A/S. TV2-Fonden overførte den årlige finansiering (bestående af såvel licensafgifter som reklameindtægter) til TV2 i overensstemmelse med det budget, ministeren havde opstillet for TV2. TV2 Reklame A/S tog sig af reklameaktiviteterne og videresendte sine samlede indtægter til TV2-Fonden. I slutningen af 1996 blev TV2-Fonden og TV2 Reklame A/S nedlagt. Siden da har TV2 modtaget sine licensindtægter direkte fra ministeren og varetager selv reklameaktiviteterne direkte.
11. Ud over klageren findes der et andet kommercielt tv-selskab på det danske tv-marked, nemlig TV3. TV3 begyndte at sende i 1992, det tilhører Modern Times Group og sender satellitkanalerne TV3 og 3+ fra Storbritannien. Desuden findes der ca. 50 lokale tv-stationer på det danske marked. Alle disse stationer kan efter den gældende lovgivning opnå tilladelse til at sende tv inden for rammerne af et netværk.

⁽²⁾ Se forenede sager T-185/00, T-216/00, T-299/00 og T-300/00, M6 m.fl. mod Kommissionen (endnu ikke offentliggjort).

12. Nedenstående tabel giver et overblik over markedsandelene for de forskellige tv-selskaber, der sender i Danmark, på henholdsvis seermarkedet og reklamemarkedet.

Tabel 1: Danske tv-selskabers procentvise andel af seermarkedet og reklamemarkedet

		1995	1996	1997	1998	1999	2000
TV2	Seere	42	41	39	38	36	36
	Reklamer	73	70	68	66	58	62
TV3/3+	Seere	11	13	11	12	14	11
	Reklamer	22	23	22	21	27	23,5
TvDanmark	Seere	5	5	6	7	8	7
	Reklamer	5	7	10	13	15	14,5
DR	Seere	28	27	31	31	31	31
	Reklamer	0	0	0	0	0	0
Andre	Seere	14	14	13	12	11	15
	Reklamer	—	—	—	—	—	—

Kilde: TV2's årsberetninger og Konkurrencerådets afgørelse af 29. november 2000.

TV2

TV2's økonomiske situation

13. TV2 har i årenes løb (undtagen i 1996) haft nettooverskud på public service-virksomheden. TV2's egenkapital var negativ i 1995 og 1996. Tabel 2 giver en oversigt over TV2's økonomiske situation i undersøgelsesperioden.

Tabel 2: Økonomiske og finansielle data for TV2 1995-2001 (1 000 DKK)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Nettooverskud	57 775	- 40 567	160 471	88 626	52 307	92 940	60 964
Egenkapital ⁽¹⁾	- 97 843	- 138 410	189 056	277 682	329 989	422 929	484 548
Gæld	858 143	879 310	802 195	847 189	827 672	884 046	787 089
Aktiver	770 300	746 900	1 244 711	1 363 334	1 311 762	1 423 004	1 378 780

Kilde: TV2's årlige resultatopgørelse og balance.

⁽¹⁾ Egenkapitalen består af den frie kapital, det tilbageholdte årsresultat, den reserve til digital produktion, der blev oprettet, da TV2-Fonden blev nedlagt, og nettoresultatet af kapitalinteresser.

TV2's virksomhed

14. Hele TV2's programflade anses for at være public service. Tabel 3 giver en oversigt over omkostningerne ved public service-virksomheden, de kommercielle indtægter ved salget af reklamer på programfladen og de andre indtægter af TV2's kommercielle aktiviteter.

Tabel 3: Public service-omkostninger og kommercielle indtægter (mio. DKK)

År	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 (*)
Overført til TV2-regionerne			307,7	329,9	346,9	334,9	344	332
Diverse omkostninger ⁽¹⁾	697,1	787,2	1 044	1 105,8	1 057,3	1 162,7	1 144,4	1 186
Af- og nedskrivninger	52,4	54,9	57,3	50,3	57,0	56,5	69,4	76
Finansieringsomkostninger	6,3	14,1	6,2	- 10,7	- 13,3	- 10	- 10,4	- 6
Bruttoomkostninger for public service	755,8	856,2	1 415,2	1 475,3	1 447,9	1 544,1	1 547,4	1 588,0
Nettoreklameindtægter ⁽²⁾	—	—	1 091,9	1 118,4	1 014,4	1 089,9	1 006,8	968,0
Andre kommercielle indtægter ⁽³⁾	83,2	121,6	147,3	78	56,1	72,9	64,3	69,0
Nettoomkostninger for public service	672,6	734,6	176	278,9	377,4	381,3	476,3	551

Kilde: TV2's årlige resultatopgørelse og oplysninger fra de danske myndigheder i brev af 10. juli 2002.

(*) Tallene for 2002 er endnu ikke endelige.

(1) Programomkostninger, lokaleomkostninger, udsendelsesomkostninger, administrationsomkostninger, personaleomkostninger.

(2) I 1995 og 1996 fik TV2 alle sine midler direkte fra TV2-Fonden. Nettoreklameindtægterne er bruttoreklameindtægterne minus provision til dækning af omkostningerne ved reklameaktiviteterne.

(3) Ekskl. Radiofonden.

15. Som nævnt ovenfor udøver TV2 ikke alene public service-virksomhed, men har også en række kommercielle aktiviteter ⁽³⁾. Tabel 4 viser resultatet af TV2's kommercielle aktiviteter.

Tabel 4: Resultat (mio. DKK) og overskudsgrad (%) for TV2's kommercielle aktiviteter ()**

	1997	1998	1999	2000	2001	Gennemsnit
Resultat af programsalg ⁽¹⁾						
Overskudsgrad ⁽²⁾						
Resultat andet programsalg						
Overskudsgrad						
Resultat af merchandising						
Overskudsgrad						
Resultat af kommercielle internet-aktiviteter ⁽³⁾						
Overskudsgrad						
Resultat af udleje af restaurant						
Overskudsgrad						
Resultat af masteleje						
Overskudsgrad						
Andre indtægter ⁽⁴⁾						
Overskudsgrad						

Kilde: Oplysninger fra de danske myndigheder ⁽³⁾

(**) Tallene i tabel 4 er fortrolige efter anmodning fra de danske myndigheder (skrivelse af 10.2.2003)

(1) Salg af TV2-programmer produceret til public service-virksomheden og andre programmer og tv-serier, der ikke er sendt i TV2.

(2) I % af omsætningen.

(3) Ifølge de danske myndigheder har TV2 lanceret et toleddet internet-projekt: 1) en public service-del, som skal støtte programmerne og informere brugerne som led i public service-forpligtelsen, og 2) en kommerciel del, herunder markedspladser, spil og mobiltjenester. Internetaktiviteterne i denne tabel omfatter kun de kommercielle aktiviteter.

(4) Salg til KNR (Grønlands Radio), Søfarten.

(5) Ifølge de danske myndigheder stemmer omkostningernes beregning overens med Kommissionens meddelelse om public service radio- og -tv-virksomhed (EFT C 320 af 15.11.2001, s. 5). I punkt 55-56 i meddelelsen forklares det, hvordan omkostningerne for andre aktiviteter end public service-aktiviteter skal allokere. For det første skal omkostninger, der er specifikke for sådanne andre aktiviteter, klart identificeres. For det andet skal omkostninger, der er fælles for public service-aktiviteter og andre aktiviteter, allokere på basis af forskellen i selskabets samlede omkostninger med og uden de andre aktiviteter (meromkostningerne). For det tredje behøver omkostninger, der udelukkende kan tilskrives public service-virksomheden, som f.eks. programomkostninger, ikke at blive opdelt på de to typer.

⁽³⁾ Oplysninger fra de danske myndigheder i brev af 9. december 2002.

Lovgivningsrammer

16. Den danske tv-sektor reguleres af lov om radio- og fjernsynsvirksomhed samt en række bekendtgørelser, der definerer de offentlige kanalers public service-forpligtelser.
17. Public service-forpligtelserne er fastsat i lovens § 6a og 6b og nærmere defineret i bekendtgørelse nr. 1346 af 18. december 2000 om vedtægter for TV2. I lovens § 6a, stk. 1, hedder det:
- »Den samlede public service-virksomhed skal via fjernsyn, radio og internet eller lign. sikre den danske befolkning et bredt udbud af programmer og tjenester omfattende nyhedsformidling, oplysning, undervisning, kunst og underholdning. Der skal i udbuddet tilstræbes kvalitet, alsidighed og mangfoldighed. Ved programlægningen skal der lægges afgørende vægt på hensynet til informations- og ytringsfriheden. (...) Der skal endvidere lægges særlig vægt på dansk sprog og dansk kultur«.
18. § 6a, stk. 2, fastsætter, at »public service-virksomhed udøves af DR og TV2«. I henhold til lovens § 18 skal TV2 oprette regionale virksomheder, der i deres programlægning skal lægge vægt på tilknytningen til regionen.
19. Bestemmelserne i lovens § 6b og kapitel 2 i bekendtgørelse 1346 giver en nærmere definition på public service-virksomheden. I henhold til § 6b, stk. 8, »kan reklamer indgå i TV2's virksomhed«.
20. Lovens § 50a omhandler de lokale tv-stationer, der har fået udstedt tilladelse til spredning af programmer, og fastsætter kravene til deres programvirksomhed. Disse stationer skal dagligt sende mindst 1 time lokalt producerede nyhedsprogrammer og skal sørge for, at en væsentlig del af programmerne er dansksprogede.
21. § 6e omhandler de andre aktiviteter, TV2 må udøve. Denne anden virksomhed omfatter teletjenestevirksomhed i tilknytning til programvirksomheden med henblik på udnyttelse af nye virksomheders tekniske udstyr og oprettelse af nye selskaber eller indskud af kapital i eksisterende selskaber. Ifølge § 6e, stk. 5, skal TV2's anden virksomhed foregå på konkurrencemæssige vilkår.
22. Lovens § 24, stk. 2, fastsætter, at regnskabet for TV2's landsdækkende virksomhed revideres af Rigsrevisionen. Rigsrevisionen er uafhængig af såvel staten som TV2 og udøver såvel finansiel revision som forvaltningsrevision.
23. Ved lov af 8. maj 2002 blev der nedsat et uafhængigt råd, Public Service Rådet, der fik til opgave at vurdere den kvalitative redegørelse for TV2's programmæssige opfyldelse af public service-forpligtelserne.
24. Ifølge § 5 i bekendtgørelse nr. 1346 har TV2 budget- og regnskabsforpligtelser med hensyn til sin planlagte og faktiske opfyldelse af public service-forpligtelserne. Efter mediaaftalen af 3. juni 2002 har TV2 ikke længere pligt til at fremlægge et årligt public service-budget eller aflægge regnskab for Public Service-Rådet. Regeringen vil indgå public service-kontrakter med TV2 og de regionale

TV2-stationer, og de skal årligt redegøre for deres opfyldelse af public service-kontrakterne. Et uafhængigt radio- og tv-nævn skal fremover kontrollere TV2's årlige redegørelser.

25. I henhold til § 6a, stk. 3, finansieres TV2's public service-virksomhed gennem TV2's andel af licensafgifterne, gennem indtæger ved reklamering i TV2 samt gennem andre indtægter. Ifølge § 30 fastlægges TV2's andel af licensafgifterne af kulturministeren i en mediaaftale for normalt fire år ad gangen. Denne andel fastsættes på basis af en vurdering af reklamemarkedet, andre indtægtskilder og finansieringsbehovet i de kommende år.
26. I henhold til radio- og fjernsynslovens § 61-63 fastsættes størrelsen af de licensafgifter, der opkræves af borgerne, og reglerne for betalingsfrister, rykkergebyrer m.v. af kulturministeren. I tilfælde af manglende betaling pålægges indehaverne af radio- eller fjernsynsmodtagere en kontrolafgift. Ubetalte afgifter kan inddrives af finansstyrelsen efter reglerne om inddrivelse af personlige skatter. Det er DR, der opkræver licensafgiften.
27. Med virkning fra 1. januar 2001 skal TV2 offentliggøre delregnskab for public service-virksomhed og delregnskab for anden virksomhed i sit årsregnskab. Reglerne om regnskabsadskillelse og reglerne for prissætning af kommercielle varer og tjenester er indeholdt i bekendtgørelse nr. 740 af 21. august 2001. Bekendtgørelse nr. 740 fastsætter, at TV2 skal anvende en almindeligt anerkendt metode til fordeling af indtægter og de fulde omkostninger på de enkelte aktivitetsområder, der indgår i public service-virksomhed og anden virksomhed. Fordelingen skal foretages med baggrund i regnskabskontering, transaktionsregistrering, tidsstudier, statistik, stikprøver og/eller skøn.
28. I henhold til lovens § 30, stk. 1, betragtes reklameindtægter ikke som indtægter ved kommerciel virksomhed, men som kilde til finansiering af TV2's public service-virksomhed. Salg af reklamer indgår sammen med public service-programmer i delregnskaberne for public service-virksomheden.
29. Lokale tv-stationer, der har fået udstedt tilladelse til spredning af tv-programmer, skal ifølge § 60a indbetale en årlig afgift til statskassen. Størrelsen af denne afgift fastsættes årligt på finansloven. Reglerne om afgiftens indbetaling fastsættes af kulturministeren. Provenuet af netværksafgiften blev brugt til at bidrage til finansiering af en tilskudsordning opført på finansloven, hvor der blev ydet støtte til ikke-kommerciel lokal radio- og tv-produktion. Netværksafgiften blev afskaffet den 1. januar 2002.

Statslige foranstaltninger til fordel for TV2

30. Staten yder TV2 kompensation for de forpligtelser, der er forbundet med TV2's public service-programflade. TV2 har af staten fået indrømmet flere økonomiske fordele, som kommercielle tv-stationer ikke har ⁽⁴⁾:
- tilførsel af licensmidler
 - tilførsel af midler fra TV2-Fonden og Radiofonden
 - fritagelse for betaling af selskabsskat

⁽⁴⁾ Brev fra de danske myndigheder af 10. juli 2002.

- d) rente- og afdragsfritagelse for etableringslån
 e) statsgaranti på driftslån
 f) rådighed over landsdækkende sendemulighed og must-carry-status.
 g) klageren hævder desuden, at TV2, i modsætning til TvDanmark2, ikke betaler netværksafgift.

Ad a) og b): tilførsel af licensmidler og tilførsel af midler fra TV2-Fonden og Radiofonden

31. Siden 1997 har tilførslen af licensmidler til TV2 været tilrettelagt således: Licensmidlerne tilføres efter ministerens afgørelse til DR, TV2 og andre medierelaterede formål. TV2 skal overføre en del af licensmidlerne til de regionale virksomheder.
32. Ved udgangen af 1996, hvor TV2-fonden blev nedlagt, blev en del af fondens midler (167 mio. DKK) overført til TV2 til digitalisering af TV2's produktionssystemer.
33. Indtil udgangen af 1996 fik Radiofonden tilført DR's andel af licensmidlerne til videregivelse til DR. Da fonden blev nedlagt, blev et beløb på 57,5 mio. DKK overført til TV2, og beløbet var øremærket til øget engagement i dansk filmproduktion.

Ad c): fritagelse for betaling af selskabsskat

34. TV2 har siden sin oprettelse i 1988 været fritaget for betaling af selskabsskat. I perioden 1995-1998 lå selskabsskatten på 34 %, i 1999-2000 lå den på 32 %, og siden har den udgjort 30 % af virksomhedens skattemæssige overskud.

Ad d): rente- og afdragsfritagelse for etableringslån

35. TV2's etableringsomkostninger og driftsunderskud i den første tid blev finansieret ved statslån på i alt 554,1 mio. DKK, hvoraf 26,9 mio. DKK blev afdraget.

TV2 har siden 1991 været fritaget for betaling af renter og har fået henstand med afdragene på lånene.

Ad e): statsgaranti på driftslån

36. Indtil udgangen af 1996 blev der af staten udstedt statsgarantier som sikkerhed for lån, som TV2-Fonden optog til finansiering af driften af TV2. De statsgaranterede lån blev overført til TV2, da fonden blev nedlagt.

Ad f): rådighed over landsdækkende sendemulighed og must-carry-status

37. I henhold til den gældende lovgivning råder Danmark over tre landsdækkende sendemuligheder, hvoraf den ene benyttes af TV2. Ved at få stillet en landsdækkende sendemulighed til rådighed har TV2 kunnet nå ud til samtlige danske husstande.
38. Desuden har ejere af fællesantennenanlæg pligt til at fordele TV2's public service-programmer over deres anlæg.

Ad g): netværksafgiften

39. Ifølge klageren skal den kommercielle kanal TvDanmark2 betale en netværksafgift, som TV2 ikke skal betale. Provenuet af netværksafgiften beløb sig i perioden 1998-2001 til 63,9 mio. DKK.

Oversigt over de økonomiske fordele ved de statslige foranstaltninger til TV2

40. Tabel 5 giver på basis af oplysninger fra de danske myndigheder en oversigt over de økonomiske fordele, som de statslige foranstaltninger giver TV2 (⁵).

(⁵) TV2's regnskaber har siden 1997 omfattet overførsel af licensmidler til de regionale stationer og nettoreklameindtægter fra regionale reklameaktiviteter.

Tabel 5: Værdien (mio. DKK) af de statslige foranstaltninger ydet til TV2

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Licensmidler/TV2-Fonden (¹)	730,4	694	328,5	357,5	414,6	449,2	537,3	564,0
Fordel ved fritagelse for selskabsskat	19,7	- 13,8 (²)	54,6	30,1	16,7	29,7	18,5	3,9
Rentefritagelse på etableringslån	44,5	39,2	36,9	41,3	37,5	45,1	51,7	45,6
Statsgaranti på driftslån (³)	2,4	2,1	1,7	1,4	1,0	0,7	0,4	0,1
Overførsel efter nedlæggelse af Radiofonden	—	—	8,0	10,0	15,0	25,0	—	—
Overførsel efter nedlæggelse af TV2-Fonden			167,0					
Vederlagsfri rådighed over sendefrekvens (⁴)								
I alt	797	721,5	596,7	440,3	484,8	549,7	607,9	613,6

Kilde: Oplysninger fra de danske myndigheder i brev af 10. juli 2002.

(¹) I 1995 udgjorde de samlede midler fra TV2-Fonden 730,4, hvoraf 330,3 bestod af licensindtægter og 400,1 af reklameindtægter (netto). I 1996 bestod 356,3 af licensindtægter og 337,7 af reklameindtægter (netto) ud af i alt 694.

(²) Ifølge de foreliggende oplysninger ser den negative værdi af fritagelsen i 1996 ud til at skyldes, at TV2 havde underskud i det år. I Danmark ville en selskabsskattepligtig virksomhed have kunnet fremføre underskuddet til efterfølgende år.

(³) De danske myndigheder har ikke oplyst noget om grundlaget og metoden for beregning af garantien.

(⁴) Den landsdækkende sendemulighed er vanskelig at værdisætte på indeværende stadium, og der er derfor ikke sat noget beløb på den i tabellen.

3. VURDERING AF FORANSTALTNINGEN

Statsstøtte efter artikel 87, stk. 1

41. Når det skal fastslås, om en foranstaltning udgør statsstøtte efter EF-traktatens artikel 87, stk. 1, skal Kommissionen tage stilling til, om foranstaltningen:
- kan fordreje konkurrencen ved at begunstige visse virksomheder eller produktionen af visse varer
 - ydes af staten eller ved hjælp af statsmidler
 - påvirker samhandelen mellem medlemsstaterne.

Begunstigelse af visse virksomheder og fordrejning af konkurrencen

42. Kommissionen skal tage stilling til, om foranstaltningerne ved at begunstige TV2 fordrejer eller truer med at fordreje konkurrencen. TV2 konkurrerer med andre offentlige og private tv-stationer på markedet for radio- og tv-spredning. Uden hensyn til TV2's public service-forpligtelser er der ingen tvivl om, at foranstaltning a), b), c), d), e) og f) giver TV2 en økonomisk fordel, der fritager selskabet fra de byrder, det normalt skulle bære over sit budget. Da TV2 begunstiges ved disse foranstaltninger i forhold til de konkurrenter, der ikke får samme midler, må disse foranstaltninger anses for at fordreje konkurrencen som omhandlet i EF-traktatens artikel 87, stk. 1.
43. Til klagerens påstande om, at TV2 får en fordel ved ikke at skulle betale netværksafgift, har Kommissionen følgende at bemærke. TvDanmark2 måtte betale en afgift for sin netværksstilladelse. Tilladelsen sætter TvDanmark2 i stand til at sende samtidigt på regionale frekvenser og derved nå ud til en større del af Danmark. Hverken TvDanmark2's konkurrenter og/eller TvDanmarks første kanal, der sendes via satellit, transmitteres via et netværk af regionale frekvenser og betaler derfor ikke netværksafgift. Kommissionen har draget den foreløbige konklusion, at der ikke er tale om nogen diskrimination mellem de forskellige operatører, eftersom de ikke befinder sig i samme situation. At TV2 ikke betaler netværksafgift, kan derfor ikke betragtes som en fordel, som TV2 har fået ydet.

Tilstedeværelse af statsmidler

44. Der skal desuden tages stilling til, om de forskellige foranstaltninger for TV2 kan betragtes som statsmidler. Definitionen i traktatens artikel 87, stk. 1, omfatter ikke alene støtte ydet direkte over statsbudgettet, men også støtte ydet af offentlige eller private organer udpeget eller oprettet af staten, hvis deres handlinger kan tilskrives myndighederne.
45. Det fremgår af EF-Domstolens retspraksis, at selv om beløb til kompensationsbetalinger ikke permanent forbliver i statskassen, er den omstændighed, at de hele tiden kan kontrolleres af det offentlige og derfor står til rådighed for de kompetente nationale myndigheder, tilstrækkelig til at karakterisere dem som statsmidler⁽⁶⁾.

46. I denne sag er det klart, at de danske myndigheder var impliceret i tilførslen af licensmidler til TV2⁽⁷⁾. Selvom **licensafgiften** opkræves af den offentlige institution DR, er det staten, der fastsætter dens størrelse og de nærmere enkeltheder i opkrævningen samt reglerne for dens håndhævelse. Ved manglende betaling pålægger staten en såkaldt kontrolafgift, og reglerne for inddrivelse af personlige skatter finder anvendelse. Siden 1997 er provenuet af licensafgifterne af DR blevet videregivet til de forskellige offentlige radio- og tv-selskaber efter en afgørelse fra ministeren. I betragtning af det ovenstående må det konkluderes, at licensmidlerne til TV2 fra og med 1997 må karakteriseres som statsmidler, og at tilførslen af licensmidler til TV2 kan tilskrives staten.

47. Det samme gælder finansieringen af TV2 fra TV2-Fonden før 1997. TV2-Fonden blev oprettet af staten og finansieret med licensmidler og reklameindtægter. Det var fastsat i loven, at TV Danmark/Reklame skulle overføre midler til TV2-Fonden. Men det var i henhold til en finanslovsbeslutning fra staten, at TV2-Fonden overførte penge til TV2. Under hensyn til TV2-Fondens karakteristika kan det konkluderes, at finansieringen af TV2 med midler fra TV2-Fonden må betragtes som statsmidler, da fondens midler forblev under offentlig kontrol og til rådighed for de kompetente nationale myndigheder.
48. Endelig var der med ad hoc-overførslerne til TV2 fra **Radiofonden** også tale om licensmidler, som blev stillet til rådighed for TV2 efter statens afgørelse. Det samme gælder ad hoc-overførslen af midler fra **TV2-Fonden**, da den blev nedlagt, eftersom midlerne fra TV2-Fonden blev stillet til rådighed for TV2 efter en beslutning truffet af staten. Da pengene forblev under offentlig kontrol og til rådighed for de kompetente nationale myndigheder, må de også betragtes som statsmidler.
49. Der foreligger også statsmidler i forbindelse med **fritagelsen for selskabsskat**, da et tab af skatteprovenu svarer til et forbrug af statsmidler i form af skatteudgifter⁽⁸⁾. De **rente- og afdragsfrie lån** til TV2 ydes direkte af staten over statsbudgettet. Ved at give afkald på renter og afdrag på disse lån mister staten indtægter, og det er derfor klart, at disse midler udgør statsmidler efter artikel 87, stk. 1. Staten **garanterer** for driftslånene. Fordelen ved en statsgaranti er, at risikoen i forbindelse med garantien bæres af staten. Det forhold, at staten bærer risikoen, bør normalt aflønnes med en passende præmie. Giver staten afkald på en sådan præmie, er der både tale om en fordel for virksomheden og et dræn på statens ressourcer⁽⁹⁾.

⁽⁷⁾ Dom af 16. maj 2002 i sag C-482/99, Stardust (præmis 52).

⁽⁸⁾ Punkt 10 i Kommissionens meddelelse om anvendelse af statsstøttereglerne på foranstaltninger vedrørende direkte beskatning af virksomheder (EFT C 384 af 10.12.1998, s. 3).

⁽⁹⁾ Punkt 2.1.2. i Kommissionens meddelelse om anvendelse af EF-traktatens artikel 87 og 88 på statsstøtte i form af garantier (EFT C 71 af 11.3.2000, s. 14).

⁽⁶⁾ Sag C-83/98, Ladbroke Racing, og T-358/94, Air France. Se også betragtning 20 i Kommissionens beslutning af 22. maj 2002, BBC Licence Fee (N 631/2001).

50. Staten stiller **sendefrekvenser** til rådighed for TV2 uden vederlag. På indeværende stadium finder Kommissionen, at der hersker tvivl om, hvorvidt staten mistede indtægter ved at stille transmissionsfaciliteter til rådighed for offentlige tv-selskaber uden at kræve et rimeligt vederlag for denne værdifulde infrastruktur, eftersom kommercielle virksomheder må betale for deres satellitinfrastrukturer eller lokale netværksinfrastrukturer. Under den formelle undersøgelsesprocedure vil Kommissionen undersøge, om der må anses at være tale om statsmidler i forbindelse med den vederlagsfrie rådighed over landsdækkende sendefrekvenser.
51. Kommissionen kan ikke se noget element af statsmidler i den lovmæssige forpligtelse for ejere af fællesantenneanlæg til at fordele public service-programmerne i disse anlæg (**must-carry**). Den fordel, som disse krav til en kabeloperatør giver offentlige tv-selskaber, beror ikke på statsmidler, og det er kun fordele ydet med statsmidler, der falder ind under statsstøttebegrebet i EF-traktatens artikel 87, stk. 1⁽¹⁰⁾.

Påvirkning af samhandelen mellem medlemsstater

52. Statslige foranstaltninger falder ind under artikel 87, stk. 1, i det omfang, hvor de påvirker samhandelen mellem medlemsstater. Det er tilfældet, når de pågældende aktiviteter er genstand for samhandel inden for Fællesskabet. I den foreliggende sag er støttemodtageren TV2 selv aktiv på det internationale marked. Gennem European Broadcasting Union udveksler TV2 således tv-programmer og deltager i Eurovision-systemet⁽¹¹⁾. Desuden konkurrerer TV2 direkte med kommercielle tv-selskaber, der er aktive på det internationale tv-marked, og som har en international ejerskabsstruktur⁽¹²⁾. Det kan derfor konkluderes, at foranstaltningerne til fordel for TV2 forekommer at påvirke samhandelen mellem medlemsstater som omhandlet i artikel 87, stk. 1.
53. På grundlag af det ovenstående må det konkluderes, at uden hensyn til de public service-forpligtelser, TV2 måtte være pålagt, er foranstaltningen forbundet med statsstøtte som omhandlet i EF-traktatens artikel 87, stk. 1.

Proportionaliteten i modydelsen for public service-omkostningerne

54. Ifølge EF-Domstolens nyere retspraksis afhænger spørgsmålet om, hvorvidt modydelser for public service-forpligtelser skal betragtes som statsstøtte, af, om modydelsen

overstiger nettomeromkostningerne ved public service-forpligtelsen⁽¹³⁾. Står støtten i et rimeligt forhold til nettoomkostningen ved public service-forpligtelsen, vil TV2 ikke have fået ydet nogen reel fordel i forhold til sine konkurrenter, og foranstaltningerne vil derfor ikke opfylde betingelserne for at skulle betragtes som statsstøtte efter EF-traktatens artikel 87, stk. 1.

55. Principperne og fremgangsmåderne for vurdering af proportionaliteten af en finansiering inden for offentlig radio- og tv-virksomhed er fastlagt i en kommissionsmeddelelse om anvendelse af statsstøttere reglerne på public service- radio- og tv-virksomhed⁽¹⁴⁾. For at kunne vurdere, om finansieringen i denne sag overstiger nettomeromkostningerne ved TV2's public service-forpligtelser, må Kommissionen tage stilling til⁽¹⁵⁾,

— om TV2's virksomhed er tjenester af almindelig økonomisk interesse og klart defineret som sådanne af medlemsstaten (definition)

— om TV2 udtrykkeligt af de danske myndigheder har fået overdraget at udføre denne tjeneste (mandat)

— om finansieringen ikke overstiger nettomkostningen ved public service-forpligtelsen, heller ikke under hensyntagen til andre direkte eller indirekte indtægter af public service-opgaven.

Definitionen

56. For at forhindre misbrug i forbindelse med definitionen af public service-virksomhed skal Kommissionen kontrollere, at TV2's aktiviteter klart er defineret som public service-virksomhed, og sikre sig, at definitionen ikke indeholder åbenlyse fejl. TV2 har ifølge loven pligt til som public service-virksomhed at »sikre den danske befolkning et bredt udbud af programmer og tjenester omfattende nyhedsformidling, oplysning, undervisning, kunst og underholdning«. Selv om denne forpligtelse er kvalitativ og ret bredt defineret under hensyn til fortolkningsbestemmelserne i Amsterdam-protokollen om offentlig radio- og tv-virksomhed, finder Kommissionen, at en så »bred« definition er legitim⁽¹⁶⁾. Kommissionen kan derfor ikke godtage klagerens argumenter om, at de public service-forpligtelser, der påhviler TV2, skal anses for blot at være betingelser for at opnå sendetilladelse svarende til dem, der gælder for andre tv-selskaber. Kommissionen

⁽¹⁰⁾ Se sag NN 70/98, Statsstøtte til de offentlige tv-kanaler »Kinderkanal and Phoenix« (EFT C 238 af 21.8.1999, s. 3).

⁽¹¹⁾ Se forenede sager T-185/00, T-216/00, T-299/00 og T-300/00, M6 m.fl. mod Kommissionen (endnu ikke offentliggjort).

⁽¹²⁾ Af EF-Domstolens retspraksis fremgår, at når en støtte styrker en virksomheds position i forhold til andre virksomheder, som den konkurrerer med i samhandelen inden for Fællesskabet, må det antages, at denne samhandel påvirkes af støtten. Se sag 730/79, Philip Morris Holland mod Kommissionen, Sml. 1980, s. 2671, præmis 11, sag C-303/88, Italien mod Kommissionen, Sml. 1991I, s. 1433, præmis 17, og sag C-156/98, Tyskland mod Kommissionen, dom af 19. september 2000, præmis 33.

⁽¹³⁾ Sag C-53/00, Ferring (endnu ikke offentliggjort), præmis 27.

⁽¹⁴⁾ EFT C 320 af 15.11.2001, s. 5.

⁽¹⁵⁾ Se punkt 29 i meddelelsen om statsstøttere reglerne anvendelse på public service-radio- og tv-virksomhed.

⁽¹⁶⁾ Se punkt 33 i meddelelsen om radio- og tv-virksomhed.

finder, at der må sondres mellem de betingelser, der gælder for at opnå tilladelse, og som et kommercielt tv-selskab skal opfylde på grundlag af den almene interesse, og statens overdragelse af en opgave af almen interesse til en offentlig eller privat virksomhed⁽¹⁷⁾. Det er klart, at TV2 har en explicit lovmæssig forpligtelse til at udføre en offentlig opgave.

57. Selv om Kommissionen betragter TV2's ret bredt definerede public service-opgave som værende berettiget, må den ikke desto mindre undersøge, om denne definition indeholder nogen åbenlyse fejl.
58. Af den danske lov om radio- og tv-virksomhed fremgår det af § 6b, at reklameaktiviteter ikke er kommerciel virksomhed, men indgår i public service-virksomheden, da reklamer benyttes som et middel til at finansiere TV2. Som det klart fremgår af Kommissionens meddelelse om radio- og tv-virksomhed, må spørgsmålet om definitionen af public service-opgaven ikke blandes sammen med den finansieringsordning, der vælges for disse tjenester. Selv om public service-selskaber kan udøve kommercielle aktiviteter som f.eks. salg af reklameplads for at skaffe sig indtægter, kan disse aktiviteter derfor ikke anses at indgå i den public service-opgave, de har fået overdraget. Kommissionen finder derfor, at reklameaktiviteterne må betragtes som en del af de kommercielle aktiviteter, TV2 udøver, og ikke som en del af public service-virksomheden.

Mandatet

59. Lovens § 6a og 6b overdrager formelt en public service-opgave til TV2. Public Service-Rådet har til opgave at føre tilsyn med TV2's opfyldelse af sine programmæssige public service-forpligtelser. Rådet skal offentliggøre udtalelser om public service-virksomheden.
60. Kommissionen finder, at TV2 udtrykkeligt har fået overdraget public service-forpligtelse, og at der er indført en uafhængig mekanisme til at føre tilsyn med public service-forpligtelserne. Men Kommissionen bemærker i den forbindelse, at rådet ikke ser ud til at have nogen sanktionsbeføjelser, og at det ikke er klart, i hvilken udstrækning regeringen eller TV2 skal følge rådets udtalelser.
61. Ansvar for revision af det landsdækkende TV2's regnskaber ligger hos Rigsrevisionen. På indeværende stadium af proceduren fremgår det imidlertid ikke klart af oplys-

ningerne fra de danske myndigheder, hvilke forpligtelser Rigsrevisionen nærmere bestemt har til at vurdere opfyldelsen af de økonomiske forpligtelser som fastsat i loven.

Proportionaliteten

62. Hvad angår proportionaliteten i en finansiering, må det undgås, at finansieringen overstiger nettoomkostningen ved public service-forpligtelsen og dermed indebærer risiko for krydssubsidiering af TV2's ikke-public service-aktiviteter.
63. En overkompensering for public service-forpligtelserne kan sætte TV2 i stand til at handle konkurrencebegrænsende på kommercielle markeder og indføre markedsforvridninger, der ikke er nødvendige for udførelsen af public service-virksomheden. En overkompensering kan f.eks. benyttes til at finansiere kommercielle aktiviteter, der ikke giver et normalt afkast. I det omfang, hvor indtægtstab dækkes af statsstøtten, kan den desuden sætte TV2 i stand til at trykke reklamepriserne og dermed reducere konkurrenternes indtægter⁽¹⁸⁾.
64. Ved beregning af nettoomkostningerne ved public service-forpligtelsen skal Kommissionen tage hensyn til nettooverskuddet på den kommercielle drift af public service-virksomheden. For at muliggøre en korrekt allokering af omkostninger og indtægter mellem public service-aktiviteter og kommercielle aktiviteter skal et public service-selskab, der modtager statslig finansiering til drift af sin public service-virksomhed, som fastsat i direktivet om gennemsigtighed desuden foretage regnskabsmæssig adskillelse mellem de forskellige aktiviteter.
65. Kommissionen bemærker, at TV2 i henhold til bekendtgørelse nr. 740 af 21. august 2001 siden 1. januar 2001 har skullet foretage regnskabsmæssig adskillelse mellem sin public service-virksomhed og al anden virksomhed. Før den dato fandtes der ikke særskilte regnskaber for TV2's kommercielle aktiviteter og for public service-virksomheden.
66. Tabel 6 giver en oversigt over TV2's nettoomkostninger ved public service-virksomheden og de af staten ydede kompensationsforanstaltninger, ifølge TV2's regnskaber⁽¹⁹⁾.

⁽¹⁷⁾ Betragtning 14 i Kommissionens beslutning 97/606/EF af 26. juni 1997 om eneret til at sende tv-reklamer i Flandern (EFT L 244 af 6.9.1997, s. 18).

⁽¹⁸⁾ Se punkt 58 i meddelelsen om radio- og tv-virksomhed.

⁽¹⁹⁾ Da der ikke forelå regnskabsadskillelse, er omkostninger og indtægter ved andre aktiviteter også medtaget.

Tabel 6: Public service-omkostninger og modydelse 1995-2001 (mio. DKK) (*)

År	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 (**)
Brutto-public service-omkostninger	755,8	856,2	1 415,2	1 475,3	1 447,9	1 544,1	1 547,4	1 588,0
Nettoreklameindtægter	—	—	1 091,9	1 118,4	1 014,4	1 089,9	1 006,8	968,0
Andre indtægter	83,2	121,6	147,3	78,0	56,1	72,9	64,3	69,0
Netto public service-omkostninger	672,6	734,6	176	278,9	377,4	381,3	476,3	551
Licensmidler/TV2-Fonden	730,4	694	328,5	357,5	414,6	449,2	537,3	564,0
Tilført ved nedlæggelsen af Radiofonden	—	—	8,0	10,0	15,0	25,0	—	—
Tilført ved nedlæggelsen af TV2-Fonden			167					
Forskel (nettoomkostninger minus statskompensation)	- 57,8	- 40,6	- 327,5	- 88,6	- 52,2	- 92,9	- 61	- 13

Kilde: TV2's årlige resultatopgørelser.

(*) Ved beregningen af offentlige tv-selskabers nettoomkostninger ved public service-virksomheden bør de kommercielle indtægter af de public service-aktiviteter, for hvilke der ikke er mulighed for en meningsfuld omkostningsallokering — fordi inputtet for de kommercielle aktiviteter og public service-aktiviteterne er det samme — fratrækkes i bruttoomkostningerne ved public service-virksomheden. De public service-omkostninger, der skal kompenseres for, er nettoomkostningerne ved public service-virksomheden, altså uden reklameindtægterne fra public service-aktiviteterne og andre indtægter hidrørende fra public service-aktiviteter.

(**) Tallene for 2002 er endnu ikke endelige.

67. Som det kan udledes af TV2's resultatopgørelser som vist i tabel 6, ligger den årlige nettoomkostning ved public service-forpligtelserne 652,4 mio. DKK (ca. 87,8 mio. EUR) under den kompensation, TV2 har modtaget fra staten for disse forpligtelser.
68. På indeværende stadium har Kommissionen draget den foreløbige konklusion, at de danske myndigheders finansiering har oversteget TV2's nettoomkostninger ved public service-forpligtelsen og derfor risikerer at have krydssubsidieret TV2's kommercielle aktiviteter. Når der som her er tale om en ex post-vurdering, må Kommissionen undersøge, om en sådan krydssubsidiering har fundet sted.
69. I den forbindelse bemærkes følgende. Bortset fra den overkompensering for public service-omkostningen, der kan udledes af selskabets regnskaber, nyder TV2 også godt af andre fordele som følge af selskabsskattefritagelsen, de rente- og afdragsfrie etableringslån, statsgarantien for driftslån og den vederlagsfri rådighed over sendefrekvens med landsdækning (se tabel 5). Disse fordele, som kommercielle operatører ikke har, har resulteret i lavere driftsomkostninger for TV2, men vises ikke i de årlige resultatopgørelser. Når fordele tager form af naturalier eller skattefritagelser, betragtes de som kompensering for omkostninger, der ellers skulle have været finansieret. Kommissionen er imidlertid nødt til at sikre, at det kun er TV2's public service-virksomhed, der nyder godt af disse fordele, da der ellers vil være tale om krydssubsidiering til TV2's kommercielle aktiviteter. Hvor disse bidrag tilfalder de kommercielle aktiviteter, der ikke falder ind under public service-virksomheden, må de beregnes på basis af bruttosubventionsækvivalenten og medregnes ved beregning af kompensationen.
70. Ifølge de danske myndigheder neutraliseres den fordel, der tilflyder de kommercielle aktiviteter som følge af selskabsskattefritagelsen, af TV2's pligt til at overføre 30 % af overskuddet på kommercielle aktiviteter til TV2's public service-virksomhed⁽²⁰⁾. Kommissionen nærer tvivl om, hvorvidt denne metode kan anses at være ækvivalent med betaling af selskabsskat til staten, eftersom statens rolle som skatteopkræver ikke bør blandes sammen med dens rolle som investor. Med sin indledning af procedure i sagen vil Kommissionen derfor undersøge de nærmere enkeltheder ved denne metode. Desuden fremgår det ikke klart af de foreliggende oplysninger, i hvilket omfang de kommercielle aktiviteter nyder godt af de rente- og afdragsfrie lån, statsgarantien på driftslåne og den vederlagsfri rådighed over sendefrekvenser. På indeværende stadium kan Kommissionen derfor ikke udelukke, at der er foregået krydssubsidiering fra de fordele, der ydes til finansiering af TV2's public service-forpligtelse, til selskabets kommercielle aktiviteter.
71. Som det kan udledes af tabel 2, blev det årlige overskud på public service-virksomheden (dvs. overkompensationen) brugt til at øge selskabets egenkapital. Brugen af overkompensationen til forøgelse af egenkapitalen beroede på, at de danske myndigheder i TV2's vedtægter i 1997 havde indført en bestemmelse om, at TV2 skulle have en vis fri egenkapital. Ifølge de danske myndigheder handlede de som en normal markedsøkonomisk investor ved beslutningen om, at overkompensationen skulle bruges til at øge kapitalen, da egenkapitalens nuværende niveau (efter forhøjelserne) ikke overstiger, hvad en normal markedsøkonomisk investor ville have indskudt i selskabet.

(20) Jf. § 10 i bekendtgørelse nr. 740.

72. Kommissionen bemærker, at egenkapitalen ikke alene bruges til TV2's public service-opgave, men også finansierer TV2's kommercielle aktiviteter. Den kapital, der er opbygget gennem overkompenseringen, kunne udgøre statsstøtte til de kommercielle aktiviteter (krydssubsidiering), hvis afkastet på TV2's kommercielle aktiviteter er lavere end det afkast, en normal markedsøkonomisk investor ville acceptere ⁽²¹⁾.
73. Selv om TV2 kun har ret marginale kommercielle aktiviteter ud over reklamer, kan det udledes af tabel 4, at der er stor forskel på overskudsgraden for de forskellige kommercielle aktiviteter, og nogle aktiviteter, såsom den kommercielle del af internet-aktiviteterne og programsalget, er gennemsnitligt tabsgivende. Under den formelle undersøgelse vil Kommissionen derfor vurdere, om TV2 inden for disse tabsgivende kommercielle aktiviteter optrådte som en normal markedsøkonomisk operatør.
74. Under den formelle undersøgelsesprocedure kunne Kommissionen tage i betragtning, at staten kan have fundet det nødvendigt at optimere TV2's finanser for at sætte selskabet i stand til at klare fluktuationer i reklameindtægterne og derigennem sikre, at TV2 kunne opfylde sin public service-opgave.

Konkurrencebegrænsende adfærd på kommercielle markeder

75. Klageren hævder, at TV2 optræder konkurrencebegrænsende på reklamemarkedet. Som anført i meddelelsen om radio- og tv-virksomhed finder Kommissionen, at en konkurrencebegrænsende adfærd fra public service-selskabers side ikke kan anses som nødvendig for opfyldelsen af public service-opgaven. I det omfang, hvor en sådan adfærd reducerer indtægterne på reklamemarkedet og øger behovet for statsfinansiering, kan det tyde på, at der er foregået en overkompensering for public service-forpligtelsen. Statsfinansiering må ikke bruges til at subsidiere konkurrencebegrænsende adfærd på kommercielle markeder.
76. Med denne indledning af proceduren vil Kommissionen gerne fastslå, om TV2's adfærd på reklamemarkedet førte til et øget behov for statslig finansiering til dækning af TV2's public service-omkostninger. Hvis der findes bevis for, at TV2 underbyder priserne på reklamemarkedet og derigennem reducerer reklameindtægterne til under det niveau, der er nødvendigt for at dække de enkeltstående omkostninger, som en effektiv kommerciel operatør normalt vil skulle dække ind i en tilsvarende situation, må dette indtægtstab betragtes som ulovlig statsstøtte ⁽²²⁾.
77. På det indeværende stadium finder Kommissionen, at der hersker tvivl om, hvorvidt en sådan adfærd har fundet sted, hvilket skyldes flere indikatorer. For det første hævder klageren at have lidt tab på grund af TV2's adfærd på reklamemarkedet. For det andet har der i Danmark været foretaget retlige undersøgelser af påstået misbrug af TV2's dominerende stilling via TV2's prispolitik på reklamemarkedet ⁽²³⁾. I denne sag skal der ikke tages stilling til, om TV2 misbrugte sin dominerende stilling eller ej, men det

drejer sig som forklaret under punkt 58 i meddelelsen om radio- og tv-virksomhed om at få fastslået, om TV2's reklamepriser er høje nok til, at effektive kommercielle operatører kan få dækket deres enkeltstående omkostninger. Hvis TV2's gennemsnitspriser er lavere end en effektiv kommerciel operatørs enkeltstående omkostninger, er der risiko for, at der er foregået krydssubsidiering.

78. I lyset af klagerens påstande og i betragtning af sagerne i Danmark angående TV2's misbrug af dominerende stilling finder Kommissionen, at der er tegn på, at TV2 kan have krydssubsidieret sine reklameaktiviteter. Dette ville være tilfældet, hvis det blev bekræftet, at TV2 har underbudt priserne til under det niveau, som en normalt effektiv operatør ville være nødt til at anvende for at få sine omkostninger dækket ind. Under den formelle undersøgelsesprocedure vil Kommissionen derfor nærmere analysere, om TV2's reklamepriser er høje nok til, at effektive kommercielle operatører kan dække deres enkeltstående omkostninger ind.
79. På det indeværende stadium i proceduren må det konkluderes, at Kommissionen nærer tvivl om, hvorvidt kompensationsforanstaltningerne står i et rimeligt forhold til TV2's nettoomkostninger ved public service-virksomheden, eller om de fordrejer konkurrencen på reklamemarkedet og de andre kommercielle markeder, hvor TV2 er aktiv. En sådan konkurrencefordrejning er ikke nødvendig for opfyldelsen af TV2's public service-opgaver og udgør under alle omstændigheder en reel fordel for TV2 i forhold til TV2's konkurrenter. Foranstaltningen kan derfor udgøre statsstøtte efter EF-traktatens artikel 87, stk. 1.

Forenelighed med fællesmarkedet

80. Efter at have fastslået, at de omhandlede foranstaltninger kan udgøre statsstøtte som omhandlet i EF-traktatens artikel 87, stk. 1, skal Kommissionen undersøge, om en sådan støtte kan anses at være forenelig med fællesmarkedet efter EF-traktatens artikel 87, stk. 2 og 3, og artikel 86, stk. 2.

Forenelighedsbestemmelserne i EF-traktatens artikel 87 og artikel 86, stk. 2

81. Kommissionen har draget den konklusion, at artikel 87, stk. 2, ikke finder anvendelse, da foranstaltningen ikke har rent social karakter og ikke ydes til enkelte forbrugere, ligesom den heller ikke råder bod på skader, der er forårsaget af naturkatastrofer eller andre usædvanlige begivenheder.
82. For så vidt angår artikel 87, stk. 3, forekommer undtagelserne i litra a), b) eller c) i betragtning af foranstaltningernes art ikke at finde anvendelse i denne sag, hvilket de danske myndigheder da heller ikke har gjort gældende. Hvad artikel 87, stk. 3, litra d), angår, erindres der om, at ifølge EF-Domstolens faste retspraksis skal enhver undtagelse fra forbuddet mod statsstøtte anvendes restriktivt. I denne sag skal TV2 tilvejebringe public service-tv for hele den danske befolkning. Denne virksomhed kan ikke anses udelukkende eller specifikt at tage sigte på at fremme kulturen som omhandlet i artikel 87, stk. 3, litra d).

⁽²¹⁾ I henhold til § 10 i bekendtgørelse nr. 740 må TV2 overføre kapital fra public service-virksomheden til enhver anden virksomhed.

⁽²²⁾ Punkt 58 i ovennævnte meddelelse om radio- og tv-virksomhed.

⁽²³⁾ Se Konkurrencerådets afgørelse af 29. november 2000 om TV2 og Konkurrenceankenævnets kendelse 8. april 2002 om TV2, der er under appelbehandling.

83. EF-Domstolen har for nylig i sin retspraksis fastslået, at undtagelsesbestemmelsen i EF-traktatens artikel 86, stk. 2, ikke finder anvendelse på en overkompensering for public service-forpligtelser, da en sådan overkompensering ikke kan anses at være nødvendig, for at en virksomhed kan udføre de opgaver, den har fået overdraget⁽²⁴⁾.
84. Undtagelsesbestemmelsen i artikel 86, stk. 2, finder derfor ikke anvendelse i denne sag, eftersom anvendelsen af traktatens statsstøtteregler ikke lægger hindringer i vejen for opfyldelse af den public service-opgave, TV2 har fået overdraget.

Foranstaltningernes retlige status

85. Finansieringsordningen for TV2 er ikke blevet anmeldt til Kommissionen af de danske myndigheder. TV2 blev oprettet i 1988, og en statslig finansiering af TV2 fandtes derfor ikke på tidspunktet for Danmarks tiltrædelse af EF-traktaten i 1973.
86. Den første lov om radio- og fjernsynsvirksomhed stammer fra 1920 og indførte en licensafgift for radioapparater til finansiering af det landsdækkende danske offentlige radioselskab Danmarks Radio.
87. I 1985, med loven om indførelse af hybridnettet, blev der adgang til at sende udenlandske kanaler, herunder satellitkanaler, via kabelnettet. Den første tv-station af den art var den London-baserede tv-kanal TV3, der startede med at sende via satellit den 1. januar 1988.
88. I 1987 blev loven ændret, og TV2 blev indført. I modsætning til Danmarks Radio skulle TV2 ikke udelukkende finansieres med licensmidler, men også delvis med reklameindtægter. Med 1987-ændringen blev licensafgiften udvidet til også at gælde for TV2, hvilket den ikke havde gjort (da TV2 ikke fandtes) før 1987-ændringen.
89. Den nugældende radio- og fjernsynslov fastsætter i § 6a, stk. 3, at »TV2's public service-virksomhed finansieres gennem TV2's andel af licensafgifterne, gennem indtægter ved reklamering i TV2 samt gennem andre indtægter, jf. § 30, stk. 1«.
90. I perioden 1988-1997 blev TV2 finansieret gennem TV2-Fonden, der hvert år overførte midler til TV2 og de regionale virksomheder i overensstemmelse med det budget, staten opstillede for TV2. I 1997 blev loven ændret, og siden 1997 har TV2 fået tilført sin andel af licensmidlerne direkte fra Danmarks Radio, der har ansvaret for opkrævning af afgiften i henhold til de indgåede politiske aftaler.
91. Ændringen af loven om radio- og fjernsynsvirksomhed i 1987 ser ud til at indebære mindst to elementer, der kan anses for at have ændret foranstaltningens materielle indhold.
92. For det første indebar lovændringen i 1987 en ændring med hensyn til grundlaget for TV2's modtagelse af en modydelse fra staten, hvad angår støttens art og dens finansieringskilde. I 1987 blev der indført en ny finansie-

ringsordning for TV2, som blev finansieret gennem en særlig fond. Som det allerede blev konkluderet ovenfor, er de penge, der blev overført fra TV2-Fonden til TV2, at betragte som statsmidler.

93. For det andet blev antallet af modtagere af licensmidlerne udvidet med lovændringen i 1987. Den nye modtager, TV2, havde en særlig og særskilt defineret public service-forpligtelse. At TV2 nu også skulle have del i licensmidlerne, må betragtes som en væsentlig ændring af den oprindelige finansieringsordning og udgør derfor en ny foranstaltning til fordel for TV2.

For det tredje var der allerede etableret konkurrence på tv-markedet i Danmark på det tidspunkt, hvor licensmidlerne kom til at tilflyde TV2. I denne sag er det ikke nødvendigt at afgøre, på hvilket nøjagtige tidspunkt det danske marked blev liberaliseret, det er tilstrækkeligt at bemærke, at i 1988 fandtes der på det danske tv-marked adskillige lokale tv-selskaber og et kommercielt tv-selskab etableret i Storbritannien.

94. Det er ikke alene den fordel, licensmidlerne indebærer for TV2, der skal betragtes som en ny foranstaltning. Også de andre her omhandlede foranstaltninger, som TV2 har fået ydet, skal betragtes som ny statsstøtte, da TV2 først opnåede dem efter sin oprettelse i 1988. Disse foranstaltninger blev desuden ikke anmeldt til Kommissionen.
95. Det må derfor konkluderes, at alle de her omhandlede foranstaltninger drejer sig om ulovlige nye foranstaltninger. Reglerne for ulovlig støtte i kapitel III i procedureforordningen må derfor finde anvendelse⁽²⁵⁾.

Konklusion

96. I lyset af de ovenstående betragtninger anmoder Kommissionen i overensstemmelse med proceduren i EF-traktatens artikel 88, stk. 2, hermed Danmark om at fremsætte sine bemærkninger og give alle oplysninger, der kan bidrage til at vurdere foranstaltningerne, senest en måned efter modtagelsen af denne skrivelse.
97. Kommissionen har bl.a. brug for oplysninger om TV2's og konkurrenternes reklamepriser på det danske reklamemarked i undersøgelsesperioden. Der må i forbindelse hermed gives oplysning om den samlede reklametid og om de gennemsnitlige rabatprocenter. Desuden ønskes der oplysning om den offentliggjorte pris pr. GRP og de samlede årlige reklameindtægter (de faktiske reklameindtægter og de reklameindtægter, der ville være genereret med den offentliggjorte pris pr. GRP).
98. De danske myndigheder anmodes om omgående at videregive en kopi af denne skrivelse til TV2.
99. Kommissionen erindrer om, at bestemmelserne i EF-traktatens artikel 88, stk. 3, har opsættende virkning, og henleder opmærksomheden på artikel 14 i forordning (EF) nr. 659/1999, der fastsætter, at enhver ulovlig støtte vil kunne kræves tilbagebetalt.»

⁽²⁴⁾ Dom af 22. november 2001, sag C-53/00, Ferring og ACOSS, præmis 30-33.

⁽²⁵⁾ I artikel 1 i procedureforordningen hedder det under litra c): »[ved] ny støtte [forstås] enhver støtte, dvs. støtteordninger og individuel støtte, som ikke er eksisterende støtte, herunder ændringer i eksisterende støtte«.

Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État en faveur des petites et moyennes entreprises

(2003/C 59/03)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Numéro de l'aide: XS 03/02

État membre: Italie

Région: Sicile

Intitulé du régime d'aides ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle: Tourisme vert, activités touristiques et artisanales en zone rurale

Base juridique: Legge regionale 23 dicembre 2000 n. 32, articolo 87

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aides ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire: Affectations budgétaires prévisionnelles comme indiquées dans le complément de programmation, mesure 4.15 du POR — Sicile 2000-2006. De toute façon, comme prévu à l'article 87, les ressources financières jusqu'à 2006 ne peuvent dépasser 200 milliards de liras italiennes.

2001: 10,884 millions d'euros

2002: 9,163 millions d'euros

2003: 11,87 millions d'euros

2004: 9,03 millions d'euros

2005: 9,519 millions d'euros

2006: 9,537 millions d'euros

Intensité maximale des aides: Les aides octroyées ne peuvent dépasser 35 % en équivalent-subvention net plus 15 % en équivalent-subvention brut des coûts admissibles

Date de mise en œuvre: À partir de la date de réception par la Commission de la notification d'exemption au sens du règlement (CE) n° 70/2001 (janvier 2002)

Durée du régime d'aides ou de l'aide individuelle: Jusqu'au 31 décembre 2006 pour les actes juridiquement obligatoires et jusqu'au 31 décembre 2008 pour l'allocation des aides

Objectif de l'aide: Aides aux petites et moyennes entreprises en vue du développement d'activités complémentaires et/ou de remplacement en zone rurale

Secteur(s) économique(s) concerné(s): Tourisme vert, activités touristiques et artisanales en zone rurale

Nom et adresse de l'autorité responsable:

Regione Sicilia — Assessorato Agricoltura e foreste
Viale Regione Siciliana (angolo Via Leonardo da Vinci)

Numéro de l'aide: XS 104/01

État membre: Italie

Région: Ligurie

Intitulé du régime d'aides ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle: Mesure 1.1 «Soutien de développement des entreprises» — Sous-mesure 1 A) «Création d'entreprises»

Base juridique:

— Docup Obiettivo 2 Regione Liguria 2000-2006 approvato con decisione Commissione europea C(2001) 2044 del 7.9.2001,

— Complemento di programmazione del Docup Obiettivo 2 Regione Liguria 2000-2006, approvato con deliberazione giunta regionale n. 1404 del 30.11.2001,

— Bando della misura 1.1. — Sottomisura 1 A) «Creazione d'impresa», approvato con deliberazione della giunta regionale n. 1405 del 30.11.2001

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aides ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire: Montant moyen annuel des dépenses publiques pour la période 2002-2006: 1 707 138,6 euros

Intensité maximale des aides: Aide remboursable à taux zéro, d'une intensité maximale égale à 15 % en équivalent-subvention brut pour les petites entreprises et à 7,5 % en équivalent-subvention brut pour les entreprises moyennes de la région relevant de l'objectif n° 2; à 8 % en équivalent-subvention net + 10 % en équivalent-subvention brut pour les petites entreprises et à 8 % en équivalent-subvention net + 6 % en équivalent-subvention brut pour les entreprises moyennes des régions assistées en vertu de l'article 87, paragraphe 3, point c), du traité CE

Date de mise en œuvre: 10 décembre 2001

Durée du régime d'aides ou de l'aide individuelle: 31 décembre 2006

Objectif de l'aide: Favoriser le développement de nouvelles initiatives des entreprises afin d'élargir la base de production et d'accroître la compétitivité du système économique, au moyen d'aides aux investissements initiaux dans des immobilisations corporelles et incorporelles et d'une assistance technique aux nouvelles entreprises qui sont en phase de démarrage de leur activité

Secteur(s) économique(s) concerné(s):

- Les entreprises industrielles et artisanales dont les activités figurent dans les sections suivantes de la «Classification de activités économiques ISTAT 1991»: C «Extraction de minerais», D «Activités manufacturières», E «Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau (limitées aux classes 40.10 et 40.30)», F «Constructions»,
- les entreprises commerciales, mais seulement si elles sont implantées dans des zones ayant des problèmes spécifiques (désertification des zones rurales, zones urbaines défavorisées, etc.) et de manière limitée aux magasins situés dans des centres commerciaux ou adhérant à des formes d'associations de rue ou de quartier regroupant des commerçants de détail, ou les entreprises qui visent, par la création ou l'amélioration de réseaux, à la modernisation structurelle et à l'introduction d'innovations du côté de la distribution (commerce électronique, etc.),
- les entreprises de tourisme et d'accueil: hôtels, restaurants, campings, villages touristiques, auberges de jeunesse,
- les coopératives régies par la loi 381/91,
- les entreprises fournissant certains services à la production.

Sont exclues les aides en faveur des secteurs de la production, transformation et commercialisation des produits agricoles et de la pêche figurant à l'annexe I du traité CE, de l'industrie charbonnière, de la sidérurgie, de la construction navale, des fibres synthétiques, de l'industrie automobile et des transports

Nom et adresse de l'autorité responsable:

FILSE — Finanziaria ligure per lo sviluppo economico
Via Peschiera, 16
I-16122 Genova

Numéro de l'aide: XS 11/02

État membre: Pays-Bas

Région: Les provinces de Frise, de Groningue et de Drenthe sont chargées de la mise en œuvre du régime. Elles ont décidé d'en confier l'exécution effective au Samenwerkingsverband Noord-Nederland, organisme public institué par la loi intitulée «Wet Gemeenschappelijke Regelingen»

Intitulé du régime d'aides ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle: Kwaliteitsinvesteringen in de Toeristische Sector 2000 (investissements qualitatifs dans le secteur touristique) (version 2002)

Base juridique: Besluit Provinciale Staten van Friesland, Groningen en Drenthe d.d. 12 december 2001

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aides ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire: Budget annuel de 2 571 498 euros

Intensité maximale des aides: Petites entreprises: 15 % brut/
Moyennes entreprises: 7,5 % brut

Date de mise en œuvre: L'aide est consentie en application du règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission à compter du 1^{er} janvier 2002

Durée du régime d'aides ou de l'aide individuelle: Le régime prend fin le 31 décembre 2006

Objectif de l'aide: Octroi d'une aide aux investissements en actifs fixes se rapportant à la création d'une nouvelle entreprise touristique ou à l'amélioration, en termes de capacité ou de qualité, d'un établissement touristique existant

Secteur(s) économique(s) concerné(s): Secteur touristique

Nom et adresse de l'autorité responsable:

Samenwerkingsverband Noord-Nederland
p/a Postbus 779
9700 AT Groningen
Nederland

Numéro de l'aide: XS 18/02

État membre: Italie

Région: Région autonome Frioul-Vénétie Julienne

Intitulé du régime d'aides ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle: Services de conseil fournis aux petites et moyennes entreprises (PME) par des conseillers extérieurs

Base juridique: DPR n. 0451 del 12.11.2001. Regolamento di esecuzione concernente le modalità di concessione dei contributi previsti dall'articolo 45 della legge regionale 23.7.1984, n. 30, come sostituito dall'articolo 19 della legge regionale 20.1.1992, n. 2

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aides ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire: Les dépenses annuelles prévues s'élèvent à 5 100 000 euros et sont refinancées chaque année par la loi de finances

Intensité maximale des aides:

- 50 % du coût des services de conseil destinés au système de qualité et au système de protection de l'environnement,

- 30 % du coût des services de conseil qui ne constituent pas une activité permanente ou périodique et qui sont destinés à l'amélioration de l'organisation des entreprises,
- 7,5 % (entreprises moyennes) et 15 % (petites entreprises) du coût de la mise en œuvre des logiciels liés aux services de conseil; les majorations relatives aux aides accordées dans les régions couvertes par l'article 87, paragraphe 3, point c), sont admises uniquement pour les logiciels

Date de mise en œuvre: Date de publication au journal officiel de la Région. Les premiers concours ne seront accordés qu'à partir du mois d'avril 2002

Durée du régime d'aides ou de l'aide individuelle: Jusqu'au 30 juin 2007

Objectif de l'aide: Favoriser les PME qui ont recours à des services de conseil extérieurs pour améliorer leur organisation et leur qualité, afin de stimuler l'innovation dans les techniques de gestion des PME

Secteur(s) économique(s) concerné(s): Entreprises manufacturières et de services à la production

Nom et adresse de l'autorité responsable:

Regione autonoma Friuli-Venezia Giulia
 Direzione regionale dell'Industria
 Via Trento, 2
 I-34132 Trieste
 Courrier électronique: s.promo.ind@regione.fvg.it
 Téléphone (39-040) 377 24 56
 Télécopieur (39-040) 377 24 63

Divers: Ce régime est sans préjudice des règlements et directives communautaires adoptés en vertu du traité CE et relatifs à l'octroi d'aides d'État dans certains secteurs.

Il ne s'applique pas aux activités liées à la production, à la transformation ou à la commercialisation des produits énumérés à l'annexe I du traité CE

Numéro de l'aide: XS 20/02

État membre: Italie

Région: Ombrie

Intitulé du régime d'aides ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle: Régime régional d'aides aux investissements des petites et moyennes entreprises (PME)

Base juridique: Deliberazione della giunta regionale n. 32 del 23.1.2002 in attuazione della Misura 2.1. — Sostegno allo sviluppo dei sistemi produttivi locali — Azione 2.1.3. — Régime di aiuti regionale a sostegno degli investimenti delle PMI, del Docup Obiettivo 2, 2002-2006 per la Regione Umbria,

approvato dalla Commissione europea con decisione C(2001) 2119 del 7 settembre 2001

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aides ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire: Dépense annuelle maximale de 7 000 000 d'euros, conformément au plan financier du complément de programmation du Docup objectif n° 2, 2000-2006 pour la Région Ombrie, pour un montant maximal total de 35 000 000 d'euros sur la période de référence

Intensité maximale des aides:

— Petites entreprises: 15 % en équivalent-subvention brut du coût total des investissements admissibles. Dans les zones éligibles aux aides à finalité régionale situées sur le territoire relevant du Docup objectif n° 2 pour la Région Ombrie: 20 % en équivalent-subvention brut du coût total des investissements admissibles (ne doit pas dépasser le taux autorisé par la carte, soit 10 % en équivalent-subvention brut + 8 % en équivalent-subvention net),

— Entreprises moyennes: 7,5 % en équivalent-subvention brut du coût total des investissements admissibles. Dans les zones éligibles aux aides à finalité régionale situées sur le territoire relevant du Docup objectif n° 2 pour la Région Ombrie: 15 % en équivalent-subvention brut du coût total des investissements admissibles (ne doit pas dépasser le taux autorisé par la carte, soit 6 % en équivalent-subvention brut + 8 % en équivalent-subvention net)

Date de mise en œuvre: 20 février 2002, date de publication de l'avis de concours.

Les aides seront octroyées exclusivement en fonction des demandes d'aide présentées en bonne et due forme par les entreprises intéressées, demandes qui pourront être déposées dès le lendemain de la publication de l'avis de concours. Seuls les investissements réalisés après la date de dépôt de la demande d'aide pourront bénéficier d'un financement

Durée du régime d'aides ou de l'aide individuelle: Des aides seront octroyées aux investissements des entreprises jusqu'au 31 décembre 2006, date limite d'admissibilité des engagements à financer sur les ressources visées au Docup objectif n° 2 pour la Région Ombrie 2000-2006

Objectif de l'aide: Soutien des opérations d'investissement des petites et moyennes entreprises dans les régions relevant de l'objectif n° 2 et soutien transitoire de la Région Ombrie. Les investissements faisant l'objet du présent régime d'aides concernent les dépenses dans des bâtiments, terrains, biens d'équipement, programmes informatiques, activités de recherche au sens des règles spécifiques d'admissibilité des coûts établies par le règlement (CE) n° 1685/2000 de la Commission. Durant les trois premières années, le présent régime d'aides sera exclusivement appliqué en faveur des entreprises répondant à la définition des entreprises artisanales au sens de la loi n° 443 du 8 août 1985

Secteur(s) économique(s) concerné(s): Entreprises de production et de services à la production, à l'exception des secteurs suivants:

- productions sidérurgiques indiquées à l'annexe 1 du traité CECA (code NACE 221),
- constructions et réparations navales (code NACE 361.1, 361.2),
- production de fibres synthétiques (code NACE 260),
- entreprises opérant dans les secteurs indiqués à l'annexe I du traité CE,
- transport routier de marchandises (communication 96/C/68/06 de la Commission relative aux investissements concernant les moyens et équipements de transport au sens du règlement CE n° 70/2001 de la Commission.

Seront également appliquées les limitations ultérieures éventuelles découlant de nouvelles règles communautaires obligatoires

Nom et adresse de l'autorité responsable:

Regione Umbria — Giunta regionale
 Servizio Politiche di sostegno alle imprese
 Via Mario Angeloni, 61
 I-06100 Perugia
 Téléphone (39-075) 504 57 09
 Télécopieur (39-075) 504 55 69
 Courrier électronique: servizio9@regione.umbria.it

Numéro de l'aide: XS 24/02

État membre: République fédérale d'Allemagne

Région: Land de Hesse

Intitulé du régime d'aides ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle: Financement des créations et de la croissance

Base juridique: Gesetz zur Förderung der kleinen und mittleren Unternehmen der hessischen Wirtschaft vom 23. September 1974 (GVBl., S. 458), zuletzt geändert am 22. August 1986 (GVBl., S. 265). Richtlinien Gründungs- und Wachstumsfinanzierungen

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aides ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire: Montant des crédits: environ 75 millions d'euros

Intensité maximale des aides: L'équivalent-subvention brut des prêts est inférieur à 7,5 %

Date de mise en œuvre: 1^{er} avril 2002/1^{er} juin 2002 pour le règlement d'exemption prorogé

Durée du régime d'aides ou de l'aide individuelle: Jusqu'au 30 juin 2007, selon les règles de la Commission

Objectif de l'aide: Pour certaines zones de Hesse, l'InvestitionsBank Hessen AG (IBH) accorde, par ordre du ministère de l'économie, des transports et de l'aménagement du territoire de Hesse, des prêts à des petites et moyennes entreprises au sens de la recommandation de la Commission du 3 avril 1996 (JO L 107 du 30.4.1996, p. 4), en vue de la création et du maintien d'emplois. Pour ces crédits d'investissement, une exemption majorée peut être accordée à hauteur de 20 % par l'intermédiaire de la Bürgschaftsbank Hessen (BBH)

Secteur(s) économique(s) concerné(s): Tous les secteurs économiques, hormis les exploitations agricoles et sylvicoles et les professions de santé, sans préjudice des lignes directrices et encadrements particuliers concernant l'octroi d'aides d'État dans des secteurs économiques donnés

Nom et adresse de l'autorité responsable:

InvestitionsBank Hessen AG (IBH)
 Schumannstraße 4-6
 D-60325 Frankfurt

Divers: Les réglementations jointes contiennent aussi bien des programmes de la Deutsche Ausgleichsbank (DtA) qui ne reçoivent pas d'aides que des programmes de l'IBH qui doivent être notifiés.

Les programmes de soutien actuels de l'IBH, le programme structurel de Hesse pour les moyennes entreprises (HSPM) et le programme de croissance pour les moyennes entreprises (HWPM) seront intégrés dans le programme «créations et croissance», puis supprimés.

La notification dans le cadre du règlement relatif aux exemptions par catégorie concerne les prêts visés au paragraphe 1, points b) à d), des réglementations, qui peuvent faire l'objet d'une réduction des intérêts

Numéro de l'aide: XS 27/02

État membre: Royaume-Uni

Région: Sud-Ouest

Intitulé du régime d'aides ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle: Penryn Townscap Heritage Initiative (THI)

Base juridique: Planning (Listed Buildings and Conservation Areas) Act 1990, sections 57, 77, 79 and 80. The National Heritage Act 1983, section 33

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aides ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire:

Total subvention du Fonds européen de développement régional (FEDER): 670 000 livres sterling

Total fonds commun: 1 340 000 livres sterling

L'enveloppe de financement du projet dans le cadre du régime d'aide est composée comme suit:

- Conseil régional de Carrick: 100 000 livres sterling,
- Heritage Lottery Fund: 400 000 livres sterling,
- RDA: 170 000 livres sterling,
- FEDER: 670 000 livres sterling

Les petites et moyennes entreprises (PME) apporteront une contribution sur leurs propres ressources à hauteur de la subvention accordée par le fonds commun.

D'après les estimations, aucune subvention accordée à une PME au titre de la présente exemption par catégorie ne sera supérieure à 60 000 livres sterling

Intensité maximale des aides: L'intensité maximale des aides est de 50 %.

Le FEDER apportera 50 % et le solde sera apporté par d'autres organismes publics.

L'aide sera utilisée dans les Cornouailles, une région relevant de l'objectif n° 1

Date de mise en œuvre: Avril 2002

Durée du régime d'aides ou de l'aide individuelle: Mars 2007

Objectif de l'aide: L'aide a pour objectif de faciliter la remise en état de bâtiments possédés par des PME et de conserver leur destination économique grâce à des améliorations extérieures et à une certaine restauration de la surface au sol actuellement inutilisée.

Ces travaux ne sont que l'un des éléments d'un vaste programme d'amélioration de l'image du centre-ville de Penryn.

Les entreprises de construction chargées des travaux seront retenues au moyen d'un appel d'offres ouvert

Secteur(s) économique(s) concerné(s): Tous les secteurs, sauf:

- agriculture,
- pêche et aquaculture,
- industrie charbonnière,

- sidérurgie,
- construction navale,
- fibres synthétiques,
- industrie automobile,
- services de transport maritime,
- autres services de transport,
- services financiers

Nom et adresse de l'autorité responsable:

Government Office South West
(Brenda Edmonds)
Mast House
Shepherds Wharf
24 Sutton Road
Plymouth
PL4 0HJ

Divers:

La subvention sera gérée par le:

Carrick District Council
(Tim Kellett)
Planning and Leisure Services Department
Carrick House
Pydar Street
Truro
TR1 1GT

Numéro de l'aide: XS 42/01

État membre: Espagne

Région: Galice

Intitulé du régime d'aides ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle: Aides pour les petites entreprises de services et artisanales dont les activités productrices sont liées à la mer

Base juridique: Orden del 18 de junio de 2001, por la que se regula la concesión de ayudas para pequeñas empresas de servicios y artesanales de actividades productivas vinculadas al mar.

(Sera publié prochainement.)

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aides ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire: Le montant est estimé à 300 000 euros annuels sur la période 2001-2006

Intensité maximale des aides: Toutes les aides seront octroyées en fonction des montants demandés et dans les proportions permises par les crédits budgétaires disponibles, dans la limite de 40 % du montant éligible à un financement, tel qu'il ressortira du projet présenté pour la demande d'aides

Date de mise en œuvre: 30 juin 2001

Durée du régime d'aides ou de l'aide individuelle: 31 décembre 2006. Dernier paiement le 31 décembre 2007

Objectif de l'aide: Ces aides relèvent d'un programme d'appui à la création ou au développement de petites entreprises artisanales ou de services réalisant des activités nouvelles liées à la mer, l'objectif étant de réduire la dépendance des économies locales par rapport à la pêche et de favoriser la dynamique économique engendrée par le tourisme dans des zones comme la Galice, qui sont fortement tributaires de la pêche

Secteur(s) économique(s) concerné(s): Autres services

Nom et adresse de l'autorité responsable:

Xunta de Galicia
Consellería de Pesca, Marisqueo e Acuicultura
Dirección Xeral de Formación Pesqueira e Investigación
Rúa dos Irmandiños, Salgueiriños
E-15781 Santiago de Compostela (A Coruña)
Sr. Director General de Formación Pesqueira e Investigación
Joaquín Mariño Cadarso
Téléphone (34) 981 54 61 76

Numéro de l'aide: XS 43/01

État membre: Espagne

Région: Galice

Intitulé du régime d'aides ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle: Aide en vue de la création, sur le littoral, d'infrastructures pour des activités touristiques, culturelles et récréatives liées à la mer

Base juridique: Orden del 18 de junio de 2001, por la que se regula la concesión de ayudas para la creación en el litoral de infraestructuras turísticas, culturales y de recreo vinculadas al mar

(Sera publié prochainement.)

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aides ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire: Le montant est estimé à 300 000 euros annuels sur la période 2001-2006

Intensité maximale des aides: Toutes les aides seront octroyées en fonction des montants demandés et dans les proportions permises par les crédits budgétaires disponibles, dans la limite de 40 % du montant éligible à un financement, tel qu'il ressortira du projet présenté pour la demande d'aides.

Si l'investissement prévoit la remise en état d'un patrimoine à valeur culturelle ou historique, l'intensité de l'aide pourra atteindre 60 % pour la partie de l'investissement consacrée à cette remise en état

Date de mise en œuvre: 30 juin 2001

Durée du régime d'aides ou de l'aide individuelle: 31 décembre 2006. Dernier paiement le 31 décembre 2007

Objectif de l'aide: Ces aides relèvent d'un programme d'appui à la création d'infrastructures sur le littoral en vue du développement d'activités de type touristique, culturel et récréatif liées à la mer, l'objectif étant de réduire la dépendance des économies locales par rapport à la pêche et de favoriser la dynamique économique engendrée par le tourisme dans des zones comme la Galice, qui sont fortement tributaires de la pêche

Secteur(s) économique(s) concerné(s):

- Petites et moyennes entreprises
- Secteur du tourisme
- Autres services

Nom et adresse de l'autorité responsable:

Xunta de Galicia
Consellería de Pesca, Marisqueo e Acuicultura
Dirección Xeral de Formación Pesqueira e Investigación
Rúa dos Irmandiños, Salgueiriños
E-15781 Santiago de Compostela (A Coruña)
Sr. Director General de Formación Pesqueira e Investigación
Joaquín Mariño Cadarso
Téléphone (34) 981 54 61 76

Numéro de l'aide: XS 79/01

État membre: République fédérale d'Allemagne

Région: Land de Rhénanie-du-Nord — Westphalie

Intitulé du régime d'aides ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle: Capital investi en participations dans les petites et moyennes entreprises (PME) visées à l'annexe I du règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission, des régions de Rhénanie-du-Nord — Westphalie assistées au titre de l'objectif n° 2

Base juridique: Richtlinie des Ministeriums für Wirtschaft und Mittelstand, Energie und Verkehr des Landes Nordrhein-Westfalen vom 5.7.2001: „NRW-EU-Programm Ziel 2, 5. Phase, Beteiligungskapital für kleine und mittlere Unternehmen (KMU)“

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aides ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire: Pour la période 2000 à 2006, des ressources budgétaires d'un montant de 77,7 millions d'euros sont prévues

Intensité maximale des aides: L'aide est constituée par du capital investi en participations et elle est octroyée, aux conditions du marché, sous forme de prêt de rang inférieur qui s'élève à 50 % des coûts admissibles d'un projet, avec un plafonnement à 1 million d'euros. Le taux d'intérêt à acquitter sera supérieur au taux de référence de la Banque centrale européenne (BCE).

Bien que la durée maximale soit de dix ans, elle peut être modifiée par le bénéficiaire du capital. Le remboursement se fera par un versement unique à l'expiration de la durée choisie (échéance finale). En cas de remboursement partiel anticipé (au plus tôt au bout de cinq ans), le taux d'intérêt convenu est minoré pour le solde, à raison de 1 % par an pour chaque année de réduction de la durée. Le taux d'intérêt ne pourra pas être inférieur au taux plancher de 2 % par an et le remboursement devra être réparti uniformément sur les années restant à courir.

Toute aide aux entreprises en difficulté est exclue. Le capital investi en participations n'est exposé à aucun risque particulier, car:

- le projet constitue un investissement qui crée ou maintient des emplois (généralement dans une entreprise en expansion),
- avec 50 % des coûts admissibles du projet, la part de financement bénéficiant de l'aide est égale ou inférieure à la moitié des coûts d'investissement réels à financer, ce qui fait que d'autres bailleurs de fonds assument plus de la moitié du risque de financement global,
- le financement de moyens de production, qui est également nécessaire dans le cas des projets d'investissement ayant un effet sur l'emploi, sera apporté en surplus, en dehors du cadre de financement bénéficiant de l'aide.

Pour le calcul du montant de l'aide, on utilise les coûts d'acquisition ou de fabrication des biens économiques de l'actif fixe corporel qui font partie du projet d'investissement (à l'exclusion des moyens de production). Les coûts fonciers peuvent être intégrés dans l'aide à hauteur de 10 % de la base d'évaluation unitaire.

Les coûts concernant les biens économiques d'occasion ne sont éligibles à l'aide que s'il s'agit de l'acquisition d'un établissement qui a été fermé ou qui est menacé de fermeture.

Les coûts relatifs aux immobilisations incorporelles ne sont éligibles que s'ils peuvent être inscrits à l'actif (brevets, licences, etc.).

En principe, des surcoûts peuvent être pris en compte jusqu'à la date de notification écrite de la confirmation de l'aide à la banque de l'entreprise.

Ne sont pas admissibles les coûts concernant les véhicules immatriculés pour la circulation routière et servant essentiellement au transport, et les coûts des aéronefs, des navires ainsi que du matériel ferroviaire roulant qui ne sert pas au trafic ferroviaire.

Le capital investi en participations doit être remboursé au bout de dix ans au plus tard et il est porteur d'intérêts pendant toute sa durée.

En cas d'insolvabilité de la PME, l'obligation de remboursement passe après tous les autres créanciers de l'entreprise.

Le succès d'un projet d'investissement dans une PME se mesure à la création et au maintien d'emplois, au renforcement de la trésorerie de la PME, au service de la dette en bonne et due forme pendant la durée du prêt et au remboursement du capital à l'expiration de la durée convenue.

L'intensité maximale de l'aide précisée à l'article 4 du règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission, à savoir 15 % pour les petites entreprises et 7,5 % pour les moyennes entreprises, ne sera pas dépassée

Date de mise en œuvre: L'entrée en vigueur du régime d'aides est prévue pour le 1^{er} novembre 2001

Durée du régime d'aides ou de l'aide individuelle: En principe, sans limitation dans le temps, mais initialement jusqu'à la fin de 2006

Objectif de l'aide: Il s'agit d'aides à l'investissement destinées aux PME. Dans les régions assistées au titre de l'objectif n° 2 du Land de Rhénanie-du-Nord — Westphalie, le capital de participation est octroyé aux PME pour la création et le maintien d'emplois grâce à des investissements.

Pour de nombreuses PME de la région assistée, le manque de fonds propres pose un problème, car l'absence ou l'insuffisance de garanties bancaires qu'il implique rend extrêmement difficile le financement d'un projet d'investissement.

Ces dernières années, en Rhénanie-du-Nord — Westphalie, des investisseurs privés (dont des établissements de crédit) ont mis en place des fonds de capital-risque qui sont disponibles à l'échelle du *Land*, mais ne servent pas essentiellement d'instrument de la politique structurelle régionale et, surtout, ne concernent pas les investissements. Il est envisagé de fournir aux PME des régions assistées au titre de l'objectif n° 2 du capital investi en participations, qui est proposé sous forme de participations tacites (prêts de rang inférieur) comme solution de remplacement des subventions à l'investissement.

Cette formule offre aux PME de la région assistée au titre de l'objectif n° 2 une possibilité de financement durable assurant l'efficacité du capital.

L'aide octroyée dans le cadre d'un projet ne peut pas être conjuguée avec l'utilisation de subventions au titre du programme régional d'aide à l'économie du *Land* de Rhénanie-du-Nord — Westphalie. Il s'agit donc d'une formule de remplacement dont peuvent disposer les PME.

La concurrence de cet instrument d'aide avec du capital de participation proposé aux PME aux conditions du marché est à considérer comme faible, voire nulle, car il n'existe pas actuellement d'offre du marché en Rhénanie-du-Nord — Westphalie et, de surcroît, le plafonnement de l'intensité d'aide à 50 % des coûts admissibles n'exclut pas, en principe, le cofinancement par des investisseurs privés.

Les versements et les paiements d'intérêts provenant des participations souscrites doivent être (re)versés sur le fonds de capital de participation qui doit encore être constitué, afin d'être disponibles pour de nouveaux investissements dans des PME.

L'aide est destinée aux projets d'investissement qui créent et maintiennent des emplois dans les régions du *Land* qui relèvent de l'objectif n° 2. Les moyens de production en sont exclus. Le financement total du projet doit être assuré, de même que la rentabilité et l'effet de création ou de maintien d'emplois doivent être démontrés.

Secteur(s) économique(s) concerné(s): Tous les secteurs de l'économie, à l'exception des secteurs suivants: industrie charbonnière, sidérurgie, construction navale, fibres synthétiques, automobile, transformation et commercialisation de produits agricoles, transports et services financiers

Nom et adresse de l'autorité responsable:

Ministerium für Wirtschaft und Mittelstand, Energie und Verkehr des Landes Nordrhein-Westfalen
Haroldstraße 4
D-40190 Düsseldorf
Interlocuteurs:
Dr. Reiner Eisold
téléphone (49-211) 837 26 28 [télécopieur (49-211) 837 26 27]
courrier électronique: reiner.eisold@mwmev.nrw.de
Christine Währisch
téléphone (49-211) 837 24 56
courrier électronique: christine.waehrich@mwmev.nrw.de

Numéro de l'aide: XS 85/01

État membre: Italie

Région: Calabre

Intitulé du régime d'aides ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle: Loi 1329/65 «Sabatini» et aide complémentaire en capital pour l'achat ou le *leasing* de nouvelles machines-outils ou de production

Base juridique:

- Legge 28.11.1965, n. 1329,
- legge 19.12.1983, n. 696, articolo 3,
- legge 16.2.1987, n. 44,
- decreto del ministro dell'Industria, del commercio e dell'artigianato del 21.2.1973,
- decreto del ministro del Tesoro del 30.4.1987,
- legge 17.5.1999, n. 144,
- decreto legislativo 31.3.1998, n. 112, articolo 19,
- regolamento C.E. n. 70 del 12.1.2001,
- legge regionale 2.5.2001, n. 7, articolo 31 *quater*,
- delibera di giunta della Regione Calabria del 31.5.2001, n. 471

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aides ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire:

Année civile	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Montant (en euro)	3 099 000	5 165 000	5 165 000	3 099 000		

Intensité maximale des aides: 50 % en équivalent-subvention brut

Date de mise en œuvre: 5 septembre 2001

Durée du régime d'aides ou de l'aide individuelle: 31 décembre 2006

Objectif de l'aide: L'aide permet de faciliter l'achat ou la location financière de machines-outils ou de production neuves, construites en Italie ou à l'étranger, d'un coût unitaire ou total supérieur à 516,50 euros, y compris les systèmes de machines, les parties complémentaires, les accessoires, les machines et les équipements fixes ou automoteurs, servant à manipuler, transporter et soulever des matériaux (grues, ponts-roulants, chariots, bandes transporteuses, etc.), fonctionnant dans le cadre de l'établissement ou du chantier, les installations complètes pour cuisine et les installations de conditionnement d'air.

Les machines-outils ou de production doivent faire partie intégrante de la structure logistique d'une unité de production située sur le territoire de la Région Calabre régulièrement recensée auprès de la chambre de commerce, d'industrie, d'artisanat et d'agriculture (CCIAA) et ne doivent pas avoir été facturées avant la date de conclusion du contrat d'achat ou de location.

Sont exclus les véhicules, les embarcations et les avions inscrits dans les registres publics

Secteur(s) économique(s) concerné(s): L'aide est destinée exclusivement aux petites et moyennes entreprises (PME), au sens du règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission, à l'exclusion des investissements visant à l'exercice des activités économiques suivantes:

— sidérurgie (13.10, 13.20, 27.10, 27.22.1, 27.22.2),

— construction navale (35.11.1, 35.11.3),

— pêche (section B),

— transport (60, 61, 62),

— agriculture (section A),

— agro-industrie (section DA),

— fabrication de fibres synthétiques et artificielles (24.70).

Les investissements pour l'exercice des activités appartenant au secteur de l'industrie automobile (34.10, 34.20 et 34.30) sont soumis à la limite prévue par la règle *de minimis* (aide d'une contrevaletur totale ne dépassant pas 100 000 euros sur trois ans).

Nom et adresse de l'autorité responsable:

Regione Calabria (sede legale)
Via Massara, 2
I-88100 Catanzaro

Divers: Le présent régime d'aides ne s'applique pas aux investissements qui atteignent un des deux seuils suivants:

a) le total des coûts admissibles de l'ensemble du projet est égal ou supérieur à 25 millions d'euros, et l'intensité nette de l'aide est égale ou supérieure à 50 % de l'intensité nette maximale fixée par la carte des aides régionales pour la zone considérée, ou

b) le montant total brut de l'aide est égal ou supérieur à 15 millions d'euros.

Le régime d'aides n'est pas subordonné à l'obligation d'utiliser des produits nationaux de préférence à des produits importés.

Seules sont admissibles les dépenses effectuées à compter de la date de présentation de la demande d'aide.

L'échelonnement de la dépense est limité à la période 2001-2004, étant donné que, pour l'instant, le cofinancement régional est assuré jusqu'au 31 décembre 2004.

Dès que les mesures nécessaires pour assurer le cofinancement 2005-2006 seront adoptées, les fiches complémentaires seront transmises

Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE**Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection**

(2003/C 59/04)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Date d'adoption de la décision: 13.11.2002**État membre:** Allemagne (Sarre)**Numéro de l'aide:** N 345/02**Titre:** Première centrale solaire — Sarrebrück**Objectif:** Aide en faveur de l'environnement**Base juridique:** § 44 Landeshaushaltsordnung**Budget:** 460 162,69 euros**Intensité ou montant de l'aide:** 12,9 % au maximum**Durée:** Jusqu'au 31.12.2003

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aid

Date d'adoption de la décision: 15.11.2002**État membre:** Espagne**Numéro de l'aide:** N 420/02**Titre:** Arrêt de la pêche du merlu nord (Pays basque)**Objectif:** Compensation aux armateurs et aux pêcheurs en raison de l'arrêt temporaire de l'activité dû à la mise en place d'une mesure urgente d'arrêt temporaire de la pêche du stock de merlu dans cette région**Base juridique:** Resolución del Director de Pesca por la que se fijan las condiciones para la concesión de ayudas para la paralización temporal de la flota que dirige su actividad a la pesca de la merluza del stock norte**Budget:** 1 435 637,41 euros**Intensité ou montant de l'aide:** Selon les taux du règlement (CE) n° 2792/1999 du Conseil**Durée:** Quarante cinq jours au cours de l'année 2002**Autres informations:** Rapport d'application

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aid

Date d'adoption de la décision: 15.11.2002**État membre:** Finlande**Numéro de l'aide:** N 469/02**Titre:** Aide en faveur de la production de bois énergétique (copeaux)**Objectif:** Versement de subventions, en application de la loi sur le financement du développement durable de la sylviculture, aux entreprises éligibles produisant du bois énergétique à partir de peuplements jeunes**Base juridique:** Laki kestävän metsätalouden rahoituksesta annetun lain muuttamisesta (718/1999) ja metsätalousministeriön asetus energiapuun haketuksen käytettävän tuen myöntämisestä ja tuen enimmäismäärästä (1312/2001)

Lag om ändring av lagen om finansiering av hållbart skogsbruk (718/1999) och skogsbruksministeriets förordning om beviljande av stöd för flisning av energivirke och om stödets maximibelopp (1312/2001)

Budget: 450 000 à 850 000 euros (environ) par an**Intensité ou montant de l'aide:** 1,70 euro par mètre cube, soit 2,13 euros/MWh**Durée:** Cinq ans**Autres informations:** Rapport annuel

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aid

Date d'adoption de la décision: 25.11.2002**État membre:** Allemagne**Numéro de l'aide:** N 573/02**Titre:** Soutien aux entreprises des secteurs de l'aquaculture et de la pêche intérieure dans le Land de Bade-Wurtemberg [cofinancement de l'Instrument financier d'orientation de la pêche (IFOP)]

Objectif: Améliorer la compétitivité des entreprises du secteur de l'aquaculture et de la pêche intérieure du *Land* de Bade-Wurtemberg et contribuer à un équilibre durable entre la conservation et l'exploitation des ressources de pêche

Base juridique:

— Landeshaushaltsordnung §§ 23 und 44

— Landesverwaltungsverfahrensgesetz §§ 48, 49 und 49a

Budget: Environ un million d'euros

Intensité ou montant de l'aide: Dans les limites des montants définis par le règlement (CE) n° 2792/1999 du Conseil

Durée: 2001-2008

Autres informations: Rapport annuel

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 15.11.2002

État membre: Espagne

Numéro de l'aide: N 624/02

Titre: Actions mises en œuvre par les professionnels. Secteur de la pêche — Galice

Objectif: Mise en œuvre de mesures structurelles dans le domaine des actions mises en œuvre par les professionnels, dans le secteur de la pêche, intégrées dans le cadre communautaire d'appui applicable à la région de Galice

Base juridique: Orden por la que se establecen las bases y condiciones y se regula el procedimiento de concesión de ayudas para acciones por los profesionales

Budget: 300 000 euros

Intensité ou montant de l'aide: Selon les taux prévus dans le règlement (CE) n° 2792/1999 du Conseil

Durée: 2002

Autres informations: Rapport annuel

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 15.11.2002

État membre: Portugal

Numéro de l'aide: NN 106/02

Titre: Mesures socio-économiques. Secteur de la pêche (Madère)

Objectif: Mise en œuvre de l'axe d'intervention «mesures à caractère socio-économique» dans le contexte de la mise en œuvre du cadre communautaire d'appui dans cette région

Base juridique: Portaria n.º 116/2002 das Secretarias Regionais do Plano e Finanças e do Ambiente e dos Recursos Naturais

Budget: 249 399 euros

Intensité ou montant de l'aide: Selon les taux du règlement (CE) n° 2792/1999 du Conseil

Durée: 2000-2006

Autres informations: Rapport d'application

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aids

Date d'adoption de la décision: 27.11.2002

État membre: Espagne

Numéro de l'aide: NN 40/02 (ex N 632/01)

Titre: Dégâts causés par les intempéries en Castille-León

Objectif: Remédier aux dommages causés par les pluies torrentielles ayant frappé la Communauté autonome de Castille-León

Base juridique: Real Decreto-Ley 13/2001, de 5 de septiembre, por el que se adoptan medidas urgentes para reparar los daños causados por los episodios de lluvias intensas acaecidos en los meses de febrero y marzo de 2001 en la Comunidad Autónoma de Castilla y León

Budget: 3,01 millions d'euros pour les subventions aux collectivités locales et 703 506,2 euros pour les autres mesures

Intensité ou montant de l'aide: Jusqu'à 100 % du dommage, à l'exclusion des sommes éventuellement perçues par les bénéficiaires au titre d'autres aides ou au titre des assurances

Durée: Un an

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aids

Avis du comité consultatif en matière de concentrations donné à sa quatre-vingt unième réunion du 4 juillet 2000 concernant un avant-projet de décision relatif à l'affaire COMP/M.1882 — Pirelli/BICC

(2003/C 59/05)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

1. Le comité consultatif est d'accord avec la Commission pour considérer que l'opération notifiée:
 - a) constitue une concentration au sens de l'article 3, paragraphe 1, point b), du règlement sur les concentrations et que l'opération notifiée est de dimension communautaire au sens de l'article 1, paragraphe 2, du règlement sur les concentrations, et
 - b) qu'elle ne constitue pas un cas de coopération conformément à l'accord EEE.
2. La majorité du comité consultatif est d'accord avec la Commission sur sa définition des marchés de produits en cause pour:
 - a) les câbles en général;
 - b) les barres de cuivre;
 - c) les câbles électriques basse tension (basse tension, moyenne tension);
 - d) les câbles électriques de haute tension (haute tension et très haute tension).Une minorité du comité consultatif n'est pas d'accord avec la Commission sur sa définition des marchés de produits en cause pour les points a) et b).
3. La majorité du comité consultatif est d'accord avec la Commission sur sa définition des marchés géographiques en cause pour:
 - a) les câbles en général;
 - b) les barres de cuivre;
 - c) les câbles électriques basse tension (basse tension, moyenne tension);
 - d) les câbles électriques de haute tension (haute tension et très haute tension).Une minorité du comité consultatif n'est pas d'accord avec la Commission sur sa définition des marchés géographiques en cause pour les points a) et d).
- Une autre minorité du comité consultatif n'est pas d'accord avec la Commission sur sa définition des marchés géographiques en cause pour le point d).
4. La majorité du comité consultatif est d'accord avec la Commission pour considérer que la concentration ne crée pas de position dominante pour:
 - a) les câbles en général;
 - b) les barres de cuivre.Une minorité du comité consultatif n'est pas d'accord avec la Commission pour les points a) et b).
5. La majorité du comité consultatif est d'accord avec la Commission pour considérer que la concentration n'a pas pour effet de créer:
 - a) une position dominante unique de Pirelli/BICC sur le marché BT/MT;
 - b) une position dominante unique de Pirelli/BICC sur le marché HT/THT;
 - c) une position dominante collective de Pirelli/BICC et d'Alcatel sur le marché BT/MT;
 - d) une position dominante collective de Pirelli/BICC et d'Alcatel sur le marché HT/THT.

Une minorité n'est pas d'accord pour les points a) et d). Une autre minorité n'est pas d'accord pour les points b) et d).

6. La majorité du comité consultatif est d'accord avec la Commission pour considérer que l'opération de concentration notifiée doit être déclarée compatible avec le marché commun.

Une minorité du comité consultatif n'est pas d'accord avec la Commission pour considérer que l'opération de concentration notifiée doit être déclarée compatible avec le marché commun.

7. Le comité consultatif recommande la publication de son avis au *Journal officiel de l'Union européenne*.

8. Le comité consultatif recommande à la Commission de tenir compte des remarques formulées par les États membres au cours du comité consultatif.
